

EN BAS DES TOITS



Considérer les
quartiers populaires

Mathis Van Hecke →

DSA A Graphisme →

LAAB Lycée Bréquigny →

2024-2025 →





Considérer les quartiers populaires

Mathis Van Hecke →

DSAA Graphisme →

LAAB Lycée Bréguigny →

2024-2025 →



Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers toutes les personnes qui m'ont accompagné, de près ou de loin, dans la conception de ce mémoire.

Je remercie chaleureusement Rémi Lefevre du Crabe Rouge, Benjamin Roux des Éditions du Communs, Ariane Cousin et Pauline Legal de Rennes métropole, le collectif l'Âge de la Tortue ainsi que Ghita Atir et Bastien Cazin du pôle 16-25 pour les échanges et entretiens enrichissants que j'ai pu avoir avec eux.

Un grand merci à l'ensemble des membres du collectif Banat-Serbie pour leur accueil bienveillant et les discussions que j'ai pu partager avec elles.

Je suis particulièrement reconnaissant envers mes professeures pour leurs relectures et leur patience, ainsi qu'envers mes camarades de DSAA 2 – Enzo, Fanny, Lara, Linna, Nina – pour leur soutien indéfectible tout au long de l'élaboration de cet écrit.

Enfin, un remerciement particulier à Olivier Panne, avec qui j'ai pu collaborer à plusieurs reprises dans ma recherche sur le quartier du Blosne. Travailler conjointement a su me remotiver dans certains moments difficiles, et cela a grandement contribué à l'aboutissement de ce travail.

Sommaire

Mémoire

Introduction : Retour sur le contexte des quartiers populaires	9
1. Vers une valorisation collective des quartiers populaires	23
1.1 Travailler en commun	29
1.2 Se réappropriier l'espace public	39
1.3 Valoriser la parole des habitants	53
1.4 Reconstruire l'image des quartiers	67
2. Affirmation et valorisation du capital culturel des quartiers	81
2.1 Déconstruire la hiérarchie culturelle	87
2.2 Mobiliser et mettre en avant les ressources culturelles	101
2.3 Révéler et valoriser la mémoire du quartier	119
Conclusion : Le rôle du designer face aux enjeux du quartier	129

Annexes

[1] Statistiques comparées sur la population du Blosne et de Rennes en 2018	139
[2] Liste des révoltes urbaines dans les quartiers populaires depuis les années 1970	149
[3] Compte rendu des réunions au sein du collectif Banat-Serbie	163
[4] Entretien avec Pauline Legal	173
[5] Entretien avec Rémi Lefevre	183
[6] Entretien avec Benjamin Roux	193

Bibliographie, Sitographie	211
-----------------------------------	------------

Introduction

Retour sur le contexte des quartiers populaires





« Secteur peu
recommandable »,
« Ça craint »,
« C'est la ZUP »,

« Secteur peu recommandable », « Ça craint », « C'est la ZUP¹ », sont les échos que j'ai eus en sondant mon entourage lors de mon emménagement dans le quartier du Blosne au sud-est de Rennes



en octobre 2023. J'y découvre rapidement ce contre quoi ils m'ont averti, notamment le deal bien présent et, quelques mois plus tard, une fusillade en bas de mon immeuble en mars 2024. Néanmoins, personne n'a évoqué les habitants, les nombreuses cultures qui cohabitent et l'action des associations engagées dans le quartier. Pour la population qui y est extérieure, les banlieues sont des espaces qui « craignent », des prisons à ciel ouvert totalement déshumanisées.

Ces lieux sont depuis longtemps le théâtre de profondes inégalités sociales. Issu des opérations d'extension urbaine dans les années soixante, le quartier du Blosne illustre parfaitement cette réalité. Ce quartier prioritaire est composé essentiellement de logements sociaux. La population y est plus diversifiée, mais également plus précaire que dans le centre de Rennes : en effet, près d'un quart est de nationalité étrangère et plus de 70 % sont des employés ou des ouvriers².

De manière générale, les habitants des quartiers populaires y sont sujets à une expérience régulière et importante de la discrimination³, c'est-à-dire un traitement défavorable et/ou un accès inégal à des biens et services.

¹ Zone à Urbaniser en Priorité

² 35,6 % des habitants sont des employés et 34,6 % sont des ouvriers. Pour davantage de données, voir l'annexe : *Statistiques comparées sur la population du Blosne et de Rennes en 2018*, p. 139

³ Ce terme renvoie à des traitements illégaux et illégaux du fait de caractères prohibés, vingt-cinq sont recensés par le Code pénal en France. Source : Article 225-1 - Code Pénal. Version du 13/11/2024

Envers la population des quartiers, trois caractères de discrimination semblent être majoritaires : l'origine réelle ou supposée, la religion et le lieu de résidence⁴ auxquels peuvent s'ajouter le genre, le nom ou encore la langue parlée.

4 TALPIN Julien, BALAZARD Hélène, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, KAYA Sümbül, PURENNE Anaïk, ROUX Guillaume, *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*. Paris : Éditions Presses Universitaires de France, 2021, 420 p.

5 TRUONG Fabien, *Banlieues*. In : FASSIN Didier, *La société qui vient*. Paris : Éditions Seuil, 2022, pp. 421-437

6 FLEURANCE Guillaume, *Quartiers populaires : au cœur de la question sociale du XXI^e siècle*. [Youtube]. France, 2022, 36 mn.

7 Ibid.

Toutefois, afin de mieux appréhender les discriminations, il convient de les replacer dans le contexte historique du pays. Le mot « banlieue » tient son origine au Moyen Âge : « ban-lieue », qui désignait alors un espace intermédiaire entre la ville et la campagne, où les autorités avaient un droit de « ban », c'est-à-dire d'interdire ou d'ordonner⁵. Ce n'est qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, dans une France en pleine crise économique et de l'habitat, que l'État décide de construire massivement des logements en périphérie des villes pour répondre à l'arrivée de travailleurs venus des campagnes : les célèbres grands ensembles. Cependant, la main d'œuvre française ne suffit pas, des milliers de travailleurs immigrés sont donc accueillis à bras ouverts. Ces derniers finiront par occuper majoritairement les logements collectifs suite au départ des travailleurs français qui, en accédant à un niveau de vie plus confortable, ont pu s'installer dans des pavillons familiaux⁶.

En 1973, suite au premier choc pétrolier, une vague massive de chômage touche le pays. Les premières victimes sont de fait les moins qualifiées : les travailleurs immigrés, qui, faute de moyens financiers, ne pourront plus quitter les grands ensembles, provoquant un non-renouvellement de la population des quartiers populaires⁷.

À ce stade, les habitants sont déjà mis à l'écart, ce qui provoquera un malaise au fil des années : uniformité des paysages, densité de population, pauvreté, placement excentré par rapport à la ville, tant de facteurs qui contribueront rapidement à un sentiment d'abandon de l'état.

Au début des années quatre-vingt, apparaissent les premières mesures de ce qui deviendra plus tard la politique de développement au sein des villes. Malgré les améliorations apportées aux logements, aux équipements et aux transports, beaucoup voient dans ces mesures un échec, car elles participent à l'arrivée de classes sociales plus aisées, provoquant une dépossession des habitants des quartiers populaires.

Ce processus d'isolement renforce la marginalisation et crée un sentiment d'entre-soi⁸, souvent critiqué et réduit à du communautarisme⁹. Les acteurs des politiques publiques y sont alors perçus comme déconnectés, ne pouvant pas répondre aux besoins des habitants, ce qui accroît la fracture sociale.

C'est dans ce contexte tendu que de nombreux soulèvements ont eu lieu dans les quartiers populaires français depuis les années soixante-dix¹⁰. Parmi ces épisodes marquants, les révoltes de 2005, déclenchées après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois et plus récemment, en juin 2023, où des violences éclatent dans plusieurs villes françaises après le meurtre de Nahel Merzouk par un policier lors d'un contrôle routier à Nanterre.



8 TALPIN Julien, BALAZARD Hélène, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, KAYA Sümbül, PURENNE Anaïk, ROUX Guillaume, *op. cit.*

9 HADJADJ Bachir, *Du colonialisme au communautarisme : la République à l'épreuve*. Après-demain [en ligne]. 2008, (consulté le 18 aout 2024).

10 Voir à ce sujet l'annexe : Liste des révoltes urbaines dans les quartiers populaires depuis les années soixante-dix, p. 149

Ces affaires deviendront le sujet principal des grands médias au dépens de l'injustice policière et du sentiment d'abandon des habitants par l'État. L'usage régulier de certains termes participe également à la stigmatisation, à l'image de « délinquants », pour qualifier les jeunes, ou encore le mot « émeute », utilisé régulièrement pour parler des révoltes précédemment évoquées^[11]. Ces choix ne sont pas anodins et témoignent des clichés qui existent et continuent de façonner la manière dont le monde extérieur perçoit les quartiers populaires.

Les habitants sont, en moyenne, davantage touchés par le chômage et la pauvreté et ont un accès plus limité aux soins, à l'éducation et à la culture. De plus, ils peuvent être victimes de discrimination à l'école, au travail ou encore dans le cadre d'une recherche de logement. Ces moments sont généralement vécus comme un choc et une injustice, ce qui laisse des traces profondes sur la manière dont ils s'identifient en tant que minorité raciale^[12] et/ou religieuse, mais aussi en tant que citoyen français. Ces expériences contribuent à forger leur sentiment d'appartenance : là où certains conservent un lien national, à la France ou au pays d'origine, d'autres se tournent vers leur quartier comme principale référence identitaire^[13]. Ainsi, comment, dans un pays qui prétend être fondé sur l'égalité et la fraternité, des habitants peuvent-ils grandir en sachant qu'ils sont un sujet de polémique et ont la certitude d'être vus comme un problème par le reste de la société ?

Face à la complexité de cette réalité, il devient évident que les discriminations, les difficultés économiques et le sentiment d'exclusion vécus par de nombreux habitants des quartiers sont des enjeux pleinement enracinés dans notre société. Par conséquent, il serait illusoire de penser que ma seule recherche pourrait résoudre de telles problématiques qui résultent à la fois d'une indifférence des gouvernements successifs de la V^e République, d'une stigmatisation intense dans certains médias^[14] et d'un racisme systémique ancré dans l'histoire même de la société occidentale.

Depuis des années, un nombre important de projets a déjà été mené dans les quartiers populaires, chacun apportant une nouvelle pierre à la lutte contre les discriminations. Ainsi, valoriser la population participerait à réduire les inégalités évoquées. Mon objectif à travers ce travail est de rechercher ce qui pourrait permettre d'aider les habitants des quartiers populaires et de rendre leur vie moins difficile. C'est pourquoi, même si ce travail ne pourrait à lui seul transformer les réalités profondément ancrées, il entend apporter une contribution dans ce mouvement collectif pour un monde plus juste.

Le design graphique regorge de moyens d'actions politiques et sociaux, pouvant à la fois porter des messages forts de revendications, mettre en lumière les vécus, les cultures et les besoins des habitants, mais également apaiser leur mal-être et leur sentiment d'abandon.

[11] Le Monde, Nos Futurs. *Les quartiers populaires, mal aimés des médias ?* In : podcast. lemonde.fr [en ligne], 2024, (consulté le 29 mai 2024).

[12] En sociologie, le concept de « race » ne renvoie pas à une réalité biologique, mais à une construction sociale issue du racisme. Autrement dit, la « race » ne préexiste pas au racisme : elle en est une conséquence directe. Voir à ce sujet : TALPIN Julien, BALAZARD Hélène, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, KAYA Sümül, PURENNE Anaik, ROUX Guillaume, op. cit.

[13] Ibid.

[14] En particulier dans les canaux de diffusion qui servent les intérêts de certains partis politiques, à l'image de certaines chaînes du groupe Canal+ (CNews, C8) qui appartiennent au milliardaire Vincent Bolloré.

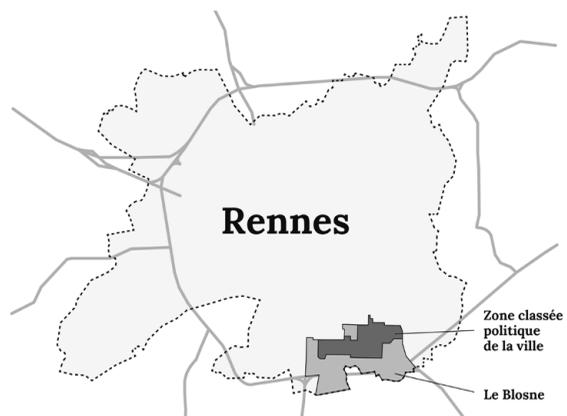
Ainsi, comment le design graphique peut-il contribuer à la valorisation des habitants des quartiers populaires et de leur richesse culturelle ? Par «richesse culturelle», j'entends l'héritage des multiples communautés qui cohabitent – notamment issu de leur diaspora¹⁵ – ainsi que les formes d'expression artistiques et sociales propres à ces territoires.

¹⁵ Une diaspora renvoie à l'état de dispersion d'un peuple, d'une communauté à travers le monde, souvent lié à la suite de migrations volontaires ou forcées. Elle est marquée par le maintien de liens culturels, sociaux et parfois économiques avec le pays d'origine, tout en s'intégrant aux sociétés d'accueil.

Afin de répondre à ce questionnaire, j'aborderai dans un premier temps le rôle que peut avoir le designer dans la valorisation des quartiers populaires et la portée donnée aux paroles des habitants. Il s'agira ici de démontrer comment le travail en commun peut être bénéfique afin de mettre en avant collectivement ces espaces défavorisés.

Dans un second temps, il conviendra d'explorer les formes d'expression propres aux quartiers – telles que la musique, le sport, la danse et l'héritage propres aux différentes communautés – afin d'observer comment le design graphique peut à la fois rendre la culture plus accessible et valoriser le capital existant.

*Comment le design graphique
peut-il contribuer à la valorisation
collective des quartiers populaires
et à la reconnaissance
de leur diversité culturelle ?*



[FIG.1] Carte du quartier du Blosne par rapport à la ville de Rennes.



[FIG.2] Épisode de Violences Urbaines à Besançon, juillet 2023.
© Toufik-de-Planoise

1.

Vers une valorisation collective des quartiers populaires





Dans son ouvrage *Sidérer, considérer*¹⁶, Marielle Macé évoque les sentiments qui peuvent être ressentis face aux traitements réservés aux migrants. Elle oppose ainsi la sidération, un état d'impuissance qui paralyse et éloigne, à une posture de considération. Cette dernière implique un engagement actif : aller à la rencontre, tenir compte des vies touchées et observer comment chacun s'adapte à une situation de précarité ou de vulnérabilité accrue.

Considérer les habitants des quartiers populaires demande ainsi de l'observation et de l'attention portée vers eux, mais aussi et surtout un mouvement d'« aller vers » pour finalement engager un rapport et une proximité. C'est dans cette optique que j'ai établi ma recherche, via l'ouverture d'un dialogue avec les usagers basé sur la co-création. Il me semble donc important d'initier ma réflexion par une explication du travail en commun et des liens qu'il peut susciter.

¹⁶ MACÉ Marielle, *Sidérer, considérer. Migrants en France*, 2017. France : Éditions Verdier, 2017, pp. 23-24

¹⁷ Ibid.

1.1

Travailler en commun

Dans le cadre d'un projet graphique ancré dans un espace défavorisé comme les quartiers populaires, qui convoque la participation de la population locale, des biais sont à éviter. Le plus récurrent semble être celui de l'instrumentalisation des habitants. Il est primordial pour moi de ne pas m'imposer dans la peau d'un prétendu designer « savant » qui apporterait son savoir dans un milieu qui en manquerait, mais bien d'impliquer directement les usagers dans chaque étape du processus de création. Il s'agit là de les considérer pleinement.

Cette démarche est décrite par le sociologue Pascal Nicolas-Le Strat, à propos de sa recherche dans les quartiers populaires :

*« Le choix de la coopération m'apparaît comme la meilleure réponse micro-politique pour faire face à la nécessité, à l'impératif d'un "faire recherche" [...] en réelle affinité avec ce que vivent les personnes directement concernées, en l'occurrence les habitant-es de quartiers populaires. Il n'est pas concevable de faire recherche-action dans les mondes populaires en préservant son entre-soi "couches moyennes supérieures"; c'est une position qui n'est pas tenable, car elle introduit une distance préjudiciable et car elle provoque [...] de l'incompréhension et possiblement de la défiance. Elle fait violence. »*¹³

¹³ NICOLAS-LE STRAT Pascal, Faire recherche en commun. Chroniques d'une pratique éprouvée. Rennes : Éditions du Commun, 2024, p. 123

Le travail collectif permet en effet de voir apparaître d'autres visions, positions, parti-pris, qui n'émergeraient pas dans le cadre d'un travail extérieur et solitaire. Cette affirmation est d'autant plus vérifiable dans le cas de la population des quartiers, envers laquelle préexiste une discrimination sur des caractères ethno-raciaux et de classe. Il convient donc de comprendre les ressorts du travail en commun : comment pouvons-nous collectivement mettre en avant les quartiers populaires ?

Le quartier du Blosne est déjà riche de nombreuses associations qui agissent pour et avec les habitants. Néanmoins, certaines, comme le Pôle 16-25 ans^[9] n'ont pas encore d'identité visuelle développée ni même de site internet. Cette absence laisse supposer des difficultés quant à la diffusion et à la communication de leurs actions. Cependant, il est intéressant d'observer que les habitants peuvent développer par eux-mêmes des moyens alternatifs de communication. C'est le cas du collectif d'habitantes Banat-Serbie, qui



réalise des fanzines que les membres produisent entièrement et font passer de main en main depuis maintenant 4 ans.

Ces documents diffusent des informations sur le quartier et sur les actions du groupe au sein de celui-ci. Cette démarche permet, grâce au réseau et aux liens de chaque individu, de se faire connaître via le principe du bouche-à-oreille.



[9] Le pôle 16-25 ans du Blosne est une structure qui accompagne les jeunes en difficulté dans leurs projets professionnels et personnels.

Au-delà du fanzine, la communication pourrait également passer par des panneaux d'affichages libres dans l'espace public, ou encore par la création d'une radio ou d'un podcast local. Un site Internet n'est donc pas forcément nécessaire pour diffuser ses actions.

Néanmoins, les structures associatives, bien qu'indispensables dans le tissu social local, peuvent rencontrer des difficultés liées à leur faible reconnaissance. Cela s'explique notamment par leur statut, qui limite leurs ressources financières et leurs capacités de communication. Ainsi, l'identité visuelle reste un outil central pour affirmer leur présence et véhiculer leurs valeurs auprès des publics qu'elles souhaitent toucher. Construire des symboles forts d'identification et de rassemblement serait donc une solution. De plus, cela peut faire l'objet d'une création participative.

Ce principe fait justement écho au travail réalisé pour l'identité et la signalétique des Grands Voisins. Ce lieu solidaire mis en place entre 2015 et 2020 à Paris, avait pour objectif l'accueil des plus démunis, avec notamment un programme culturel gratuit. La charte graphique conçue par la graphiste et chercheuse Pauline Escot a pu être librement appropriée et exploitée par les résidents et les bénévoles



pour produire des supports de communications tels que des pictogrammes et des affiches. Cette création collective expérimentale a rendu la charte intemporelle, si bien qu'elle a évolué avec le lieu durant des années.

Elle permet également d'équilibrer le rapport classique entre le designer et l'usager : là où le créateur s'immerge dans le quotidien des habitants en cherchant avant tout à comprendre, les usagers deviennent des acteurs, valorisant ainsi leurs opinions et leurs expériences.

Divers objets d'identité pourraient ainsi être imaginés : drapeaux, blasons, emblèmes. Il serait par exemple possible de créer collectivement des drapeaux spécifiques au Blosne, à un immeuble ou même à une association. Dans le cas du collectif d'habitantes Banat-Serbie que j'évoquais plus tôt, cela répondrait à un besoin de visibilité lors de leurs déambulations et actions dans l'espace public. Les visuels auraient été conçus avec des éléments chers aux habitantes, pendant des ateliers de co-création. Des techniques comme la sérigraphie sur textile sont envisageables pour renforcer le rapport entre les co-créateurs et leur œuvre, mais également pour donner de l'éclat et de la joie au rendu via l'utilisation de couleurs vives. Enfin, l'écriture est un moyen d'identification qu'il conviendrait d'exploiter par la création d'une typographie spécifique ou du dessin de mots importants.

Le travail en commun permet donc d'impliquer les habitants dans des projets porteurs de sens, en renforçant leur lien avec leur environnement. Afin de prolonger cette dynamique, il me semble essentiel de s'intéresser à un espace clé dans les quartiers populaires : l'espace public, à la fois lieu de vie, de passage et de rassemblement.



[FIG.3-4] Aux tours du Banat, fanzines du collectif d'habitantes Banat-Serbie, 2019-2023

1.2

**Se
réappropriier
l'espace
public**

L'espace public renvoie à l'ensemble des espaces de passage et de rassemblement qui sont à l'usage de tous. Il comprend ainsi les environnements matériels, les places, rues, commerces; mais également les environnements virtuels, comme les réseaux sociaux ou les sites Internet²⁰. Ces plateformes ont pris une importance particulière ces dernières années dans les quartiers, en particulier lors des récents épisodes de violences urbaines de 2023²¹.

Les espaces matériels — souvent associés à la rue ou à la street — sont réduits, dans l'imaginaire réactionnaire, au trafic, à la délinquance et à tout autre type de stéréotype. Pourtant, la rue est aussi le théâtre d'un engagement et de rassemblements d'une partie des habitants et des associations. Par exemple, des cafés-halls²² sont souvent organisés dans de nombreux quartiers et notamment au Blosne.

20 Voir à ce sujet la réflexion de Vivien Philizot sur l'espace public: PHILIZOT Vivien, *Qu'est ce qu'une image dans l'espace public?* Lyon: Éditions deux-cent-cinq, 2022, 78p. (Milieux).

21 Un point de divergence entre les violences de 2005 et 2023 est l'influence des réseaux sociaux et des vidéos dans la diffusion de l'information et l'organisation des manifestations. Par exemple, en 2023, les vidéos du meurtre de Nahel par les forces de l'ordre ne laissent pas de doute sur le déroulement de la scène.

22 Les cafés-halls sont des moments d'échanges et de partages dont le but est d'aller à la rencontre des familles et jeunes du quartier en bas des tours.

L'investissement des espaces publics au Blosne reste complexe en raison des chantiers constants, réduisant espaces verts, commerces et parkings, ce que déplorent les habitants : « On a l'impression de vivre dans un chantier^[23] ».

Malgré des rénovations, les habitants traversent le quartier sans réellement s'y arrêter.



Par ailleurs, certains lieux, comme les halls d'immeubles ou certaines rues, sont marqués par des occupations négatives liées au trafic de drogue, renforçant une déconnexion des habitants avec leur quartier.

La réappropriation de l'espace public est un des enjeux majeurs pour le quartier du Blosne, comme me l'a expliqué Pauline Legal, chargée de mission à la politique de la ville et référente jeunesse pour les quartiers sud-est, lors de nos échanges :

« On a un enjeu qu'on a renommé positivement "encourager le réflexe espace public". Nous, on pousse les acteurs, on encourage vivement à animer l'espace public de manière positive. [...] C'est ce qui permet de rassurer, de faire se rencontrer les voisins, c'est ce qui permet de faire quartier, qui va permettre aussi de montrer à ceux qui ont des pratiques de l'espace public plus négatives, qu'ils sont là mais ils n'empêchent pas ça. Ça cohabitera s'il faut que ça cohabite.^[24] »

Dans la continuité de cet enjeu, il serait intéressant de questionner l'usage d'espaces oubliés ou délaissés par les habitants, afin qu'ils puissent s'approprier leurs lieux de vie.

^[23] Zahra, habitante du quartier et membre du collectif Banat-Serbie, lors d'une réunion du collectif en novembre 2024. Voir à ce sujet l'annexe : *Compte Rendu des réunions au sein du collectif Banat-Serbie*, p. 163

^[24] LEGAL Pauline, entretien réalisé le 14 novembre 2024, cf. annexe 4, p. 173

Cela peut passer par une démarche en commun, comme évoqué précédemment. Par exemple, lors du projet d'aménagement *Faites la place!* en 2016, le collectif pluridisciplinaire FAITES!^[25] a



cherché à revitaliser un espace public sous-utilisé à Paris. Les habitants et acteurs locaux ont été impliqués dès le départ dans la conception du projet, notamment via des workshops qui ont abouti sur des outils et objets collectifs dans l'espace : mobilier, espaces de jeux, cuisine mobile ou encore jardinières. Ce dispositif a permis de mettre en place des résultats mieux adaptés à leurs besoins, tout en renforçant leur sentiment d'appartenance et leur attachement au lieu.



Ce projet de transformation de l'espace public, inspirant dans sa dimension participative, pourrait être transposé dans un projet de graphisme. C'est justement le cas des fresques que réalise le typographe et graphiste Jack Usine. Ses réalisations, présentes dans des espaces publics ou privés, s'inscrivent



souvent dans une démarche cohérente avec l'environnement architectural et urbain. Son style se compose de formes simples et épurées en aplats de couleurs vives, qu'il combine avec des typographies de sa création.

^[25] Collectif formé de Malte Martin, YA+K et Plausible Possible.

Il se distingue également par son usage de l'humour via des jeux de mots, ce qui apporte une tonalité joyeuse et positive aux lieux dans lesquels il opère. Le graphiste transforme ainsi des espaces qui peuvent être vus comme banals en lieux colorés et attrayants : ses fresques s'adaptent au décor et offrent une nouvelle perception de ce dernier.



Un travail similaire pourrait être mené au niveau de la place Jean Normand au Blosne, qui n'est que très peu investie en dehors du marché le samedi, mais également aux halls de certaines tours, sujets au trafic de drogue, notamment autour de la place du Banat²⁶. Évidemment, il n'est pas de mon ressort de faire partir les *dealers*, mais, pour reprendre à nouveau les mots de Pauline Legal, l'objectif est de « montrer à ceux qui ont des pratiques plus négatives, qu'ils sont là mais ils n'empêchent pas ça. », quitte à envisager une cohabitation.

C'est une démarche qu'a mis en place le duo ORAN en 2021, dans le cadre de leur résidence de recherche à Landrecies. À partir des discussions avec les habitants du quartier, les artistes ont réalisé des paillasons destinés aux halls des immeubles. Ces tapis, ornés de motifs, deviennent des œuvres d'art installées dans des lieux partagés, qui invitent à une réévaluation de ces espaces pouvant être négligés. L'autre objectif était de déclencher des discussions sur la manière dont les habitants s'approprient l'espace public.



²⁶ La place du Banat a été le théâtre d'une fusillade entre trafiquants en mars 2023.

Cependant, la limite de ce projet est peut-être dans la portée du message : les visuels des paillasons peuvent être qualifiés d'abstraits, sans oublier l'espace finalement réduit que prennent ces objets dans les halls. Ainsi, cette réflexion pourrait être mise en place directement sur les murs, les sols, les boîtes aux lettres, via de la signalétique ou de la peinture par exemple. Un accrochage de messages et d'images afin de tapisser les murs – à la manière des collages féministes, mais avec une intention graphique plus colorée et positive – contribuerait à rendre les halls plus attrayants.

Pour créer du lien et encourager un sentiment d'appartenance dans les quartiers, il m'a semblé essentiel de rechercher des initiatives qui occuperaient l'espace public de manière positive. Cependant, cette occupation ne suffira pas, il est tout aussi important d'ouvrir la parole aux habitants, afin qu'ils puissent exprimer leurs vécus, leurs histoires ainsi que leurs revendications. C'est en mêlant travail collectif et expression des individus qu'il sera envisageable de déconstruire certains clichés pour finalement valoriser ces territoires et leur population.



[FIG.7] Travaux dans le quartier du Blosne, près de la place du Banat, 2024 © Mathis Van Hecke



[FIG.8] Faites la place!, 2016 © Malte Martin



[FIG.9] Workshop pour Faites la place!, 2016 © Malte Martin



[FIG.10] Fresque de Jack Usine
réalisée à Castillon-la-Bataille
2021 © Sophie Bezanger



[FIG.11] Fresque de Jack Usine
et Bobaxx réalisée à Bordeaux, 2019
© Max Dubois



[FIG.12] La place Jean Normand
au Blosne, 2024 © Mathis Van Hecke



[FIG.13] La place du Banat au Blosne,
2024 © Mathis Van Hecke



[FIG.14] Équipe de valorisation
des torchons et paillasse, 2021
© Duo ORAN



[FIG.15] Équipe de valorisation
des torchons et paillasse, 2021
© Duo ORAN

1.3

Valoriser la parole des habitants

Comme je l'ai expliqué en introduction, les habitants des quartiers sont régulièrement confrontés à différentes formes de stigmatisation. Les auteurs de *L'épreuve de la discrimination*, décrivent deux catégories de réactions face à ces expériences : s'opposer et composer²⁷. La première renvoie à la confrontation, à l'action des concernés, elle suscite un engagement. La composition, quant à elle, vise à « laisser passer », elle comprend les pratiques qui visent à pouvoir mener une vie normale malgré les discriminations. Les individus qui composent sont en revanche loin de consentir à ces expériences. De plus, composer et s'opposer ne sont pas deux réactions antinomiques, les habitants peuvent progressivement passer de la composition à l'opposition, notamment par un travail militant et/ou un choc moral.

C'est ce dont témoigne l'analyse de l'histoire de Djamel dans l'ouvrage, éducateur sportif de vingt-quatre ans, discriminé à l'école :

« Le cas de Djamel montre que les individus qui composent peuvent aussi, en d'autres occasions, s'opposer : bien qu'il n'ait pas confronté son professeur – ce qui aurait pu être très coûteux dans une situation de pouvoir asymétrique –, Djamel s'est investi quelques années plus tard dans une association qui lutte contre les discriminations.²³ »

²⁷ TALPIN Julien, BALAZARD Hélène, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, KAYA Sümbül, PURENNE Anaïk, ROUX Guillaume, op. cit.

²³ Ibid. p. 168

Les habitants qui composent peuvent également ressentir un mal-être et se replier sur eux même, témoignant alors d'une rupture avec la société. Le quartier devient ainsi un espace refuge via l'entre-soi^[29]: rester dans un espace familial constitue un moyen d'éviter la discrimination. Ce repli se traduit également dans l'estime des habitants, qui peuvent se remettre en question, banaliser la violence à laquelle ils sont confrontés et avoir honte de leur origine, de leur culture ou de leur religion. Il est alors plus compliqué de s'exprimer et de s'ouvrir sur cette expérience, mais également sur leur vie personnelle.

[29] Ce terme désigne « le regroupement de personnes aux caractéristiques communes, que ce soit dans un quartier, une assemblée politique, ou encore un lieu culturel », voir à ce sujet: TISSOT Sylvie. *Entre soi et les autres*. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. 2014, n°204, pp. 4-9

Pour pouvoir apaiser le mal-être des habitants, le design graphique peut être pris sous le prisme du *care*^[30], qui peut être divisé en quatre phases^[31]: « se soucier de », « se charger de », « accorder des soins » et « recevoir des soins », le designer pouvant se positionner sur une ou plusieurs de ces étapes. Dans le cadre d'une ouverture de parole, il s'agirait de travailler sur la première phase: « se soucier de ». C'est ce que décrivent Marine Royer et Denis Pellerin dans leur article *Le design à l'épreuve de l'éthique du care*:

« La première phase du care implique tout d'abord de reconnaître sa nécessité, c'est-à-dire de constater la présence d'un besoin et d'évaluer la possibilité d'y apporter une réponse. Nous pouvons dire, sans peine, qu'il s'agit d'une compétence professionnelle du design [...].^[32] »

[30] Le design du care (design du soin en français) renvoie à la conception de dispositifs adaptés aux besoins de personnes vulnérables, sans pour autant concevoir de l'équipement médical.

Ce principe a notamment été appliqué par la designeuse Pauline Ayoudj entre 2018 et 2019, pour son projet *Le Nid*, une gazette réalisée par et pour des mineurs exilés non accompagnés du centre de Médecins sans frontières à Pantin. Ce travail est parti de l'observation de l'enfui et de l'isolement imposés aux jeunes en raison de leur situation et avait pour ambition de leur offrir un espace d'expression et de valorisation. Des ateliers ont été mis en place, avec des outils tels que des tampons, des gabarits, des textes à compléter, afin de construire un sup-



port de partage, d'échanges et de revendication sous la forme d'une gazette. *Le Nid* montre comment le design peut devenir un outil d'inclusion via le travail en commun, tout en gardant une dimension créative. Les ateliers sont conçus pour que chaque jeune puisse s'approprier des outils graphiques simples afin de créer des messages visuels significatifs.

Le projet de Pauline Ayoudj permet de distinguer deux étapes importantes dans le processus de valorisation de la parole des habitants: la réception et la mise en valeur.

La première correspond à l'ouverture de la parole, en mettant en place des moments d'échanges et de discussions. Cela peut passer par la création de tables de quartiers, des espaces de débat et de parole créés par les habitants eux-mêmes, indépendamment des pouvoirs publics.

[31] Au sujet des phases du care, voir: ROYER Marine et PELLERIN Denis, *Le design à l'épreuve de l'éthique du care: retour réflexif pour un possible renouvellement des pratiques en design*. In: *Sciences du Design*. 2022, n°16, pp. 120-137

[32] Ibid. p. 125

33 TALPIN Julien. Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires. In: métropolitiques.eu [en ligne]. 22 février 2016. (consulté le 29 mai 2024).

34 Lors de mon enquête au Blosne auprès du collectif d'habitantes Banat-Serbie, nous avons collectivement discuté des lieux aimés/mal-aimés au travers de cartes du quartier sur lesquelles les membres pouvaient entourer, dessiner, représenter leurs trajets, etc. Ces échanges ont par la suite permis l'élaboration d'une carte des lieux d'intérêts du Blosne. Voir à ce sujet l'annexe: *Compte rendu des réunions au sein du collectif Banat-Serbie*, p. 163

C'est ce que décrit Julien Talpin, chercheur en science politique dans un article sur les tables de quartiers organisées à Roubaix en 2016:

«Au-delà des avancées concrètes obtenues grâce à la mobilisation, celle-ci a surtout redonné espoir aux habitants, leur permettant d'exprimer leur valeur et leur dignité.»³³



Cette étape pourrait passer par des outils d'enquêtes et de discussions qui s'éloigneraient d'un simple questionnaire. Il serait par exemple envisageable de passer par le dessin, l'écriture sur grand format ou encore la création d'une carte sensible, comme j'ai pu le faire dans le cadre d'échanges auprès du collectif d'habitantes Banat-Serbie³⁴.

La seconde étape est la valorisation des paroles: une fois ces témoignages recueillis, comment les rendre visibles dans l'espace public? Un travail de formes et de lettrage à grande échelle pourrait être un moyen de réponse. C'est notamment ce qu'a réalisé Malte Martin à Paris en 2008 dans le cadre de son projet *les mots publics*. Cet ensemble d'installations artistiques combine vidéoprojections, affichage et diffusions sonores, mettant en scène les témoignages des habitants. Le designer a projeté la nuit une phrase sur sa perception du quartier, au niveau de la surface des immeubles du quartier de Saint-Blaise.



Le graphisme peut ainsi donner un poids et une importance à des paroles, que ça soit via l'impression, l'image ou encore le son: ces installations font réagir, se poser des questions et s'émouvoir les habitants comme les passants. Le principe du gigantisme permet de mettre en valeur les phrases affichées: il n'est cette fois-ci pas possible de passer à côté et de les ignorer.

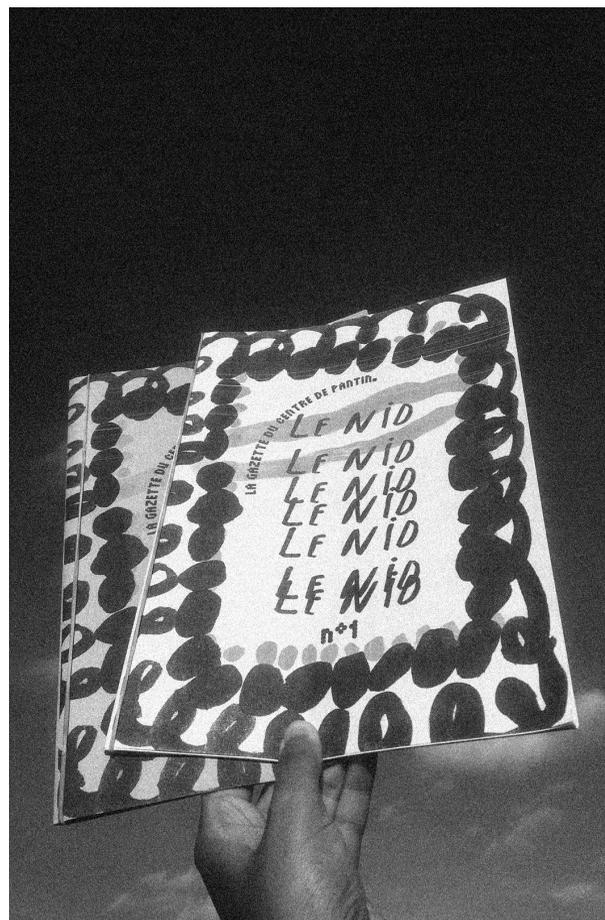
Ce projet, qui date maintenant de quinze ans, montre ses limites. En effet, une démarche trop poétisée aura tendance à limiter les paroles retranscrites – en priorisant la forme au fond par exemple – il est donc nécessaire de s'en détacher sur ce point.

Dans cette optique, il devient essentiel de proposer des réponses graphiques spécifiques au quartier du Blosne. Une idée impactante serait d'organiser un événement collectif, durant lequel les habitants pourraient venir partager leurs besoins, revendications ou idées à travers divers dispositifs participatifs. Ce projet pourrait s'inscrire dans une démarche d'envergure citoyenne et politique, en s'appuyant sur le budget participatif de la Fabrique citoyenne de Rennes. Des moments d'échanges, de débats, de collectes de savoirs seraient mis en place afin de cerner les besoins concrets des participants. Par exemple, mes discussions avec les habitants ont laissé ressortir le besoin de commerces de proximité, de boulangerie, mais aussi d'espaces dédiés aux femmes dans le cas d'habitantes.

Le travail graphique serait central, tant dans la médiation que dans la réalisation de créations visuelles : affiches, fanzines, autocollants ou installations graphiques. Ces ateliers permettraient de mettre en page et en image les revendications ou besoins des habitants et de les diffuser davantage. Le choix d'accepter toute forme de création, même la plus naïve et amatrice, est crucial : il permet justement d'aboutir à une plus grande richesse et d'éviter tout risque de déformer les paroles et besoins des habitants.

Ce projet pourrait par la suite évoluer en une plateforme numérique interactive, permettant aux habitants d'ajouter leurs idées ou encore de voter pour des projets concrets. Un tel dispositif renforcerait l'implication citoyenne, tout en donnant une visibilité forte aux paroles et savoirs des habitants du Blosne.

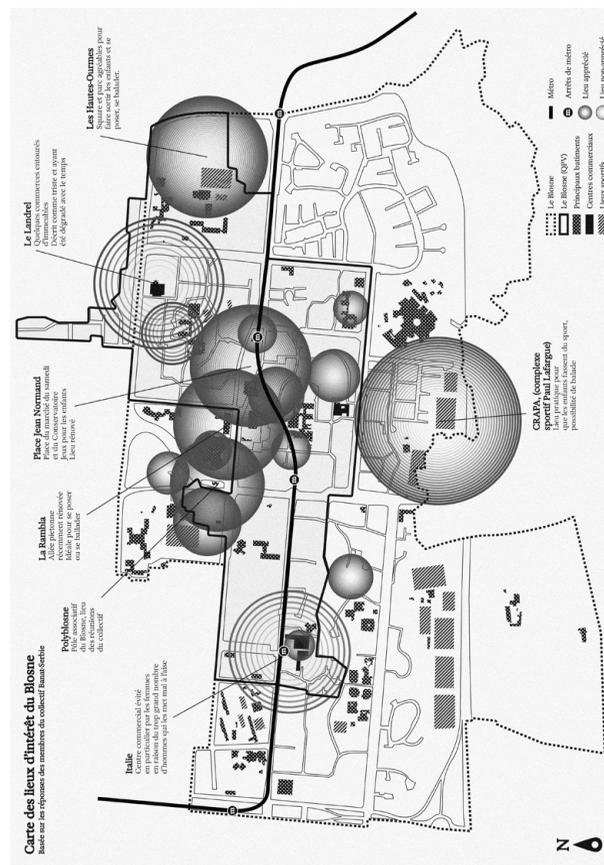
Cela montre comment le graphisme peut permettre de réhabiliter la parole des habitants dans des espaces où elle est souvent étouffée ou ignorée. Le bénéfice pour eux serait ainsi de valoriser leurs récits et d'apaiser dans une certaine mesure leur mal-être face aux inégalités qu'ils subissent. Cependant, il est tout aussi essentiel de travailler à changer le regard porté sur les quartiers populaires par la population extérieure. Cet enjeu est crucial pour finalement déconstruire les clichés et engager une véritable inclusion.



[FIG.16] La gazette Le Nid, 2019 © Pauline Ayoudj



[FIG.17] Ateliers réalisés durant la conception de *Le Nid*, 2019
© Pauline Ayoudj



[FIG.18] Carte des lieux d'intérêt du Blois réalisée à partir des échanges avec les membres du collectif Banat-Serbie, 2024



[FIG.19] Les mots publics,
affichage, 2008
© Malte Martin



[FIG.20] Les mots publics,
vidéoprojection, 2008
© Malte Martin

1.4

Reconstruire l'image des quartiers

Quand Nahel Merzouk est abattu le 27 juin 2023 d'une balle dans la poitrine par un agent de police, les médias du groupe Bolloré, en particulier le JDD, Europe 1 et CNews, s'emparent de l'affaire et remettent en cause la qualification d'homicide volontaire pour justifier le meurtre du jeune homme, et ce malgré les vidéos et reconstitutions réalisées³⁵.



³⁵ Voir à ce sujet : MHAMDI Yanis. Mort de Nahel : *L'offensive des médias Bolloré pour innocenter les policiers se heurte à la réalité du terrain*. In : blast-info. fr [en ligne]. 19 septembre 2024 (consulté le 24 novembre 2024).

De plus, ces mêmes médias ne parleront rapidement que des révoltes et des violences urbaines qui ont suivi l'affaire, sans évoquer les causes et les revendications. À nouveau, ce terme « émeutes » est utilisé partout, alors que son étymologie renvoie au soulèvement d'une meute, il réduit les événements à de la simple délinquance et leur retire toute dimension politique. Le gouvernement et les médias ne prennent pas au sérieux ces révoltes, ce qui laisse un



sentiment d'abandon chez la population et attise d'autant plus sa colère. Comme le dit le personnage d'Hubert dans *La Haine* : « La haine attire la haine³⁶ ».

³⁶ KASSOVITZ Mathieu. *La Haine* [Amazon Prime]. France : ROSSIGNON Christophe, 1995, 98 mn.

Ce constat entraîne une image déshumanisée dans l'imaginaire collectif, comme en témoignent les échos que j'ai reçus en emménageant au Blosne : les quartiers sont résumés aux tours, à la délinquance et au *deal*. Cela résulte principalement d'une méconnaissance de ces lieux : selon une publication de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) de 2019³⁷, 50 % des habitants de France métropolitaine n'ont aucun lien avec les quartiers « sensibles », et 56 % les associent à l'insécurité.

³⁷ Observatoire National de la Politique de la Ville. *Les Français portent un regard sombre sur les quartiers « sensibles »*. In : onpv. fr [en ligne]. Publié en 2019 (consulté le 24 novembre 2024)

Cependant, 51 % reconnaissent une forte solidarité entre les habitants, et 47 % considèrent les jeunes de ces quartiers comme une richesse pour la France⁶³. Ainsi, même si un sentiment négatif majoritaire se dégage, le regard des individus extérieurs reste nuancé, il serait alors possible de transformer une partie de ces représentations.

Afin de toucher ces personnes, il est important de susciter des émotions en eux : étonnement, curiosité, empathie, avec pour objectif de les faire se questionner sur le regard qu'ils portent sur les quartiers populaires. C'est ce qu'a accompli le photographe JR à Paris entre 2004 et 2006, avec son œuvre *28 Millimeters, Portrait d'une génération*. L'artiste a capturé des portraits des jeunes de la cité des Bosquets, dans leur quotidien, souvent en gros plan, avec des expressions exagérées. L'usage du noir et blanc et l'objectif grand-angle accentuent l'impact et renforcent l'intensité des photographies. Les clichés ont par la suite été collés en grand format sur les murs de la cité mais également dans des quartiers « bobos » de la capitale, créant ainsi une confrontation entre les passants et les visages volontairement insolents.



³⁸ Ibid.

⁶³ « Bobo » est une expression signifiant « bourgeois-bohème », désignant une catégorie socioprofessionnelle de personnes aisées habitant en centre urbain et politiquement situées à gauche. Dans le cas du projet de JR, les quartiers « bobos » de Paris sont le 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e ou encore 9^e arrondissement.

En demandant aux jeunes de prendre des visages menaçants lors des prises de vues, JR les caricature eux, mais aussi et surtout les médias et politiques qui ne les réduisent qu'à des « racailles⁴⁰ ». L'usage du portrait permet également de rendre plus humains ces lieux aux yeux d'une part de la population qui ne s'y rend jamais.

L'enjeu serait également de développer une imagerie positive et attrayante, apportant une tonalité à l'iconographie plus joyeuse. À cet égard, l'exemple de l'atelier Polysémique et de leur projet *Tous en lumière* peut servir d'inspiration. Ce projet est une série d'installations jouant avec l'architecture des cités en Seine-Saint-Denis via le principe de l'anamorphose. Lors de ce travail dans l'espace public, le groupe a créé un symbole graphique dessiné au sol et sur les murs qui reprend la forme d'un soleil avec des rayons jaunes, ce qui ajoute une touche d'éclat et de vitalité dans les lieux concernés.



Il serait ainsi intéressant de sortir du quartier en investissant le centre-ville de Rennes, avec un ancrage dans l'espace public — notamment sur les places ou dans les parcs de la ville — afin d'atteindre le plus de passants possible. La métropole et la politique de la ville sont des commanditaires potentiels, notamment dans le cadre de leurs enjeux de lutte contre les discriminations.

⁴⁰ Ce terme péjoratif renvoie à un ensemble d'individus louches. Il a notamment connu un gain d'intérêt après les déclarations de Nicolas Sarkozy en réponse à une habitante d'Argenteuil en 2005 : « Vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien on va vous en débarrasser ! ». Son utilisation témoigne du mépris de certaines classes « dominantes » pour la classe populaire. Voir à ce sujet : JOBARD Fabien, *La racaille en politique*, enquêtes sur les jeunes « connus des services de police ». In : *Vacarme*. 2006, n°35, pp. 78-81

Le dispositif pourrait documenter les actions menées dans le quartier et leur impact dans le temps. Une plateforme itinérante et éphémère pourrait être imaginée: ce lieu mobile et modulable, installé temporairement dans des espaces stratégiques du centre-ville, servirait à exposer les créations réalisées par les habitants (affiches, installations, récits, fanzines, etc.) tout en intégrant des dispositifs interactifs pour encourager le dialogue. Cet espace mettrait en avant à la fois les habitants, leurs actions et leur vécu, en créant une certaine immersion dans la vie existante au Blosne. De plus, via la médiation, ce projet valoriserait leur capacité à s'approprier leur territoire.

Enfin, un dispositif complémentaire pourrait être mis en place, prenant la forme d'une cartographie interactive du quartier, accessible en ligne, où seraient géolocalisées les actions, témoignages, œuvres, créant ainsi un lien supplémentaire entre la banlieue et le centre-ville.

L'idée serait finalement de présenter aux Rennais le quartier sous un œil nouveau. Une tonalité positive le rendra plus accueillant aux yeux d'un habitant extérieur. Cela profiterait également à ceux qui vivent au Blosne, qui ont l'habitude d'être réduit à leurs inégalités et à leurs expériences discriminatoires, qui restent des thématiques particulièrement pesantes.

Les démarches que j'ai évoquées auraient pour conséquence de faciliter la considération des habitants qui ne viennent jamais dans les quartiers pour ceux qui y résident. Autrement dit, cela favoriserait une prise de conscience collective en déconstruisant les clichés existants.

Finalement, la reconstruction de l'image des quartiers populaires passerait à la fois par l'ouverture de la parole des habitants et par la transformation des représentations extérieures. Cependant, la valorisation des habitants ne doit pas se limiter qu'à déconstruire des stéréotypes: elle peut également s'appuyer sur leur richesse culturelle et créative. La mobilisation de ces ressources sous-estimées permettra l'émergence d'une nouvelle forme de considération, tout en donnant aux habitants des outils pour revendiquer leur identité. Selon cette perspective, la notion de capital culturel joue un rôle essentiel: il devient un levier pour renforcer la fierté locale et réinventer l'image des quartiers populaires.

ABONNÉ **JDN**NEWS SOCIÉTÉ

EXCLUSIF - Affaire Nahel Merzouk : l'effondrement d'un récit mensonger

Après des mois d'enquête et des milliers de pages d'expertises, les juges d'instruction ont achevé leurs investigations sur la mort de Nahel Merzouk. Le dossier, que le JDNNews a pu consulter, déconstruit le récit médiatique initial et pourrait redéfinir la responsabilité des policiers impliqués.

William Molinié

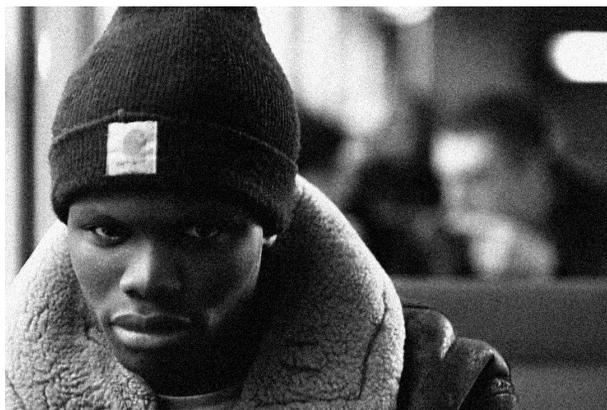
18/09/2024 à 08:05. Mis à jour le 29/10/2024 à 11:50

EXCLUSIF - Affaire Nahel Merzouk : l'effondrement d'un récit mensonger

[FIG.21] Article du JDD daté de 2024 mettant en cause la qualification d'homicide volontaire dans l'affaire Nahel



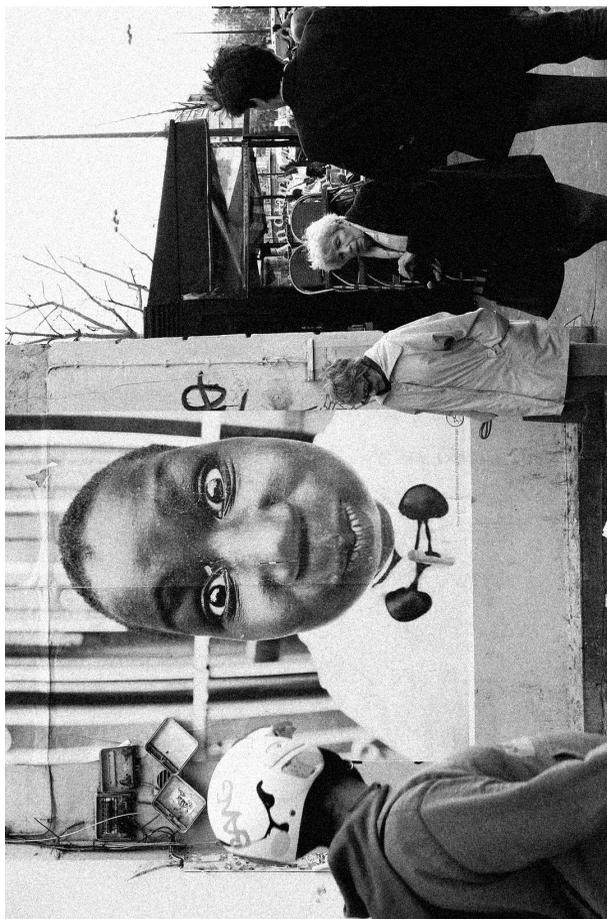
[FIG.22] Voitures brûlées lors des violences de 2023 à Nanterre
© Gonzalo Fuentes



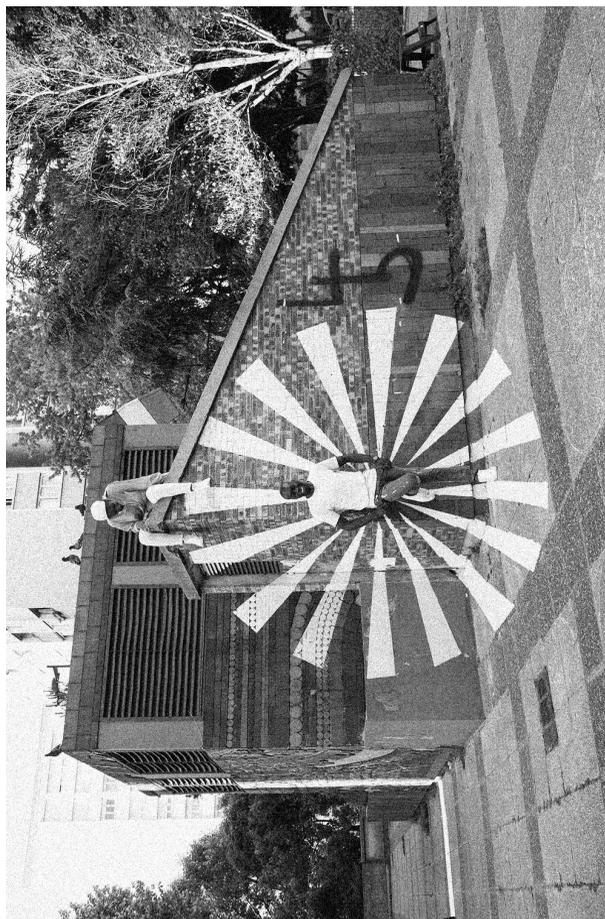
[FIG.23] Hubert,
personnage de *La Haine*, 1995
© Mathieu Kassovitz



[FIG.24] Photographie de Ladj Ly,
*28 Millimeters, Portrait d'une
génération*, 2006 © JR



[FIG.25] Affichage dans un quartier parisien, 28 Millimeters, Portrait d'une génération, 2006 © JR



[FIG.26] Tous en lumière, 2019
© Polysémique

2.

Affirmation et valorisation du capital culturel des quartiers





Le capital culturel est un concept développé par les sociologues Jean-Claude Passeron et Pierre Bourdieu durant les années soixante-dix⁴¹. Il correspond à l'ensemble des connaissances, compétences et dispositions culturelles transmises au sein du cercle familial. Bourdieu décline cette notion en trois formes : le capital culturel incorporé, c'est-à-dire les savoirs et compétences intégrés par une personne ; le capital culturel objectivé, qui regroupe les biens tels que les livres ou les œuvres d'art ; et enfin le capital culturel institutionnalisé, matérialisé par les titres et les diplômes reconnus officiellement⁴².

Pierre Bourdieu explique ainsi les inégalités de classe qui existent dans le milieu scolaire. Il remet en question l'idée que la réussite est uniquement liée aux capacités ou à l'investissement de chacun. Selon lui, les inégalités scolaires s'expliquent en partie par une distribution inégale du capital culturel entre différentes classes sociales. Cette transmission favorise les enfants des milieux privilégiés, renforçant ainsi les inégalités au sein d'un système éducatif qui se veut pourtant égalitaire.

⁴¹ BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. France: Éditions de Minuit, 1970, 284p.

⁴² BOURDIEU Pierre, Les trois états du capital culturel. In: *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 1979, n°30, pp. 3-6

2.1

Déconstruire la hiérarchie culturelle

Cela permet de comprendre comment les injustices sociales se perpétuent, notamment dans les quartiers populaires, où l'accès limité aux infrastructures artistiques et éducatives complique la construction du capital culturel. Cette différence crée donc une hiérarchie entre les différentes cultures, ainsi qu'un mépris des classes moyennes et supérieures envers les classes populaires. Une piste de réponse serait donc d'équilibrer ce rapport hiérarchique en démocratisant une part élitiste de la culture.

Dans une étude statistique de 2018, 62 % des cadres déclarent avoir visité un musée ou une exposition au cours des douze derniers mois, contre 18 % des employés et ouvriers⁴³. Cela peut s'expliquer par des raisons financières, par un manque d'intérêt ou par un manque de temps. La problématique de l'accès géographique est également primordiale: dans un rapport de 2024, le ministère de la Culture révèle que les quartiers de la politique de la ville (QPV) ne concentrent que 2,5 % des équipements culturels alors que 8,2 % de la population y réside⁴⁴. Ces données soutiennent le fait que les habitants des quartiers populaires ont un accès plus difficile à la culture.

De fait, les habitants iraient moins visiter des musées, assister à des représentations théâtrales, au cinéma, dans des bibliothèques. Cela impacterait leur capital culturel incorporé, entraînant une intégration plus compliquée dans la société. Ces moyens d'expression culturelle peuvent être qualifiés d'élitistes: la peinture, l'opéra, la littérature vont ainsi être considérés comme des arts nobles auxquels les classes aisées ont accès dès l'enfance. Cette construction change le rapport que les habitants des quartiers ont envers la culture, qui la voient alors comme inaccessible. De même, leurs propres ressources culturelles – comme leur langue d'origine, leurs traditions ou encore le hip-hop – sont aujourd'hui sujettes à un mépris des classes plus aisées qui les considèrent comme inférieures à leur propre culture, participant ainsi à une stratification de notre société.

⁴³ Les employés et ouvriers représentaient 65 % des habitants des quartiers de la politique de la ville en 2018. L'APRAS. *Iris des QPV, Le Blossne. Recensement de la population 2018 - INSEE.* In: apras.org [en ligne]. Publié en février 2022 (consulté le 30 novembre 2024).

⁴⁴ Ministère de la Culture. *L'action du ministère de la Culture dans les quartiers de la politique de la ville (QPV)* In: culture.gouv.fr [en ligne]. Publié en 2024 (consulté le 2 décembre 2024).



En effet, exprimer publiquement son appréciation pour la chanteuse Aya Nakamura ou le rappeur Jul a longtemps fait l'objet de jugements condescendants symptomatiques d'un mépris de classe⁴⁵, en raison de leurs origines populaires et de leur usage de la langue française.



Il est essentiel de contrer cette hiérarchie pour rendre la culture plus accessible aux habitants des quartiers populaires. Dans cette optique, le collectif artistique l'Âge de la tortue a lancé en 2012 le projet *Expéditions* dans des quartiers de trois villes européennes : au Blosne à Rennes, ainsi qu'à Tarragone et Varsovie. Pendant deux ans, des enfants ont exploré leur environnement urbain et culturel à travers des activités encadrées par des artistes, chercheurs en sciences sociales et animateurs. Divers ateliers et résidences artistiques ont permis d'expérimenter la peinture, la photographie ou l'enregistrement sonore, favorisant une meilleure compréhension de leur environnement et stimulant leur esprit critique.



⁴⁵ Voir à ce sujet : SIMPSON Gregoire. *Pourquoi Jul a été autant détesté à la base ? (sociologie du mépris de classe)* [Youtube]. France, 2024, 62 mn.

Dans un article paru en 2015, le professeur de sociologie Lionel Arnaud revient sur ce projet :

« En ce sens, si les “effets” du projet Expéditions sont difficiles à évaluer sur le court terme, ce projet n'entendait pas moins participer à la formation sociale de l'enfant en l'aidant non seulement à mieux saisir et valoriser son environnement immédiat, mais aussi à grandir, en exerçant son esprit critique et ses capacités de discernement. Il s'agissait autrement dit de penser le rapport à la création artistique et culturelle comme un phénomène ordinaire, en mesure d'impliquer activement les enfants dans la vie de la cité et non comme quelque chose de sacré... ou d'exotique. »⁴⁶

Cette démarche consistant à désacraliser la culture et à la rendre plus ordinaire peut passer par un inversement de paradigme : c'est notamment ce que fait l'artiste contemporain britannique Jeremy Deller en élevant la culture populaire à un statut artistique, rendant ainsi l'art contemporain moins élitiste. Son exposition rétrospective *Art Is Magic*, qui a eu lieu à Rennes en 2023, illustre cette approche en célébrant des éléments variés de la culture populaire, comme la musique, l'histoire sociale ou les rituels collectifs, tout en critiquant les hiérarchies culturelles existantes.



⁴⁶ ARNAUD Lionel. *Repenser le rôle et la place de la culture dans les quartiers populaires : le projet Expéditions à Rennes, Tarragone et Varsovie*. In : *L'Observatoire*. 2015, n°46, p. 45

En intégrant des symboles tirés de l'histoire de la Grande-Bretagne — comme les conflits sociaux, le monde du catch, le Brexit ou encore le mouvement rave — Deller défend une vision inclusive de l'art, accessible et ancrée dans la vie quotidienne.



47 Le Crabe Rouge est un lieu d'accueil jeunesse situé au Blosne qui a pour objectif d'accompagner les jeunes dans leurs projets citoyens, loisirs ou scolaire. La lutte contre les discriminations est un de leurs enjeux.

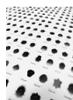
48 LEFEVRE Rémi, entretien réalisé le 5 novembre 2024, cf. annexe 5, p. 183

49 Le design génératif est un procédé créatif qui implique un algorithme. En établissant certaines règles (couleurs, formes, matières) le programme produit de nombreux résultats en série qui répondent à ces options.

La démocratisation culturelle visée dans mon travail pourrait également passer par de l'initiation à des outils numériques comme le code créatif ou les intelligences artificielles. En effet, les nouvelles technologies peuvent susciter un intérêt, notamment chez les jeunes, comme me l'a confié Rémi Lefevre, animateur au Crabe Rouge⁴⁷ au Blosne :

« Je me disais que l'interactivité ça marche bien avec les jeunes. Le fait de se mettre à travers un exercice numérique par exemple, ça apporte quelque chose de différent aussi pour eux [...], ils trouvent ça interactif. Pour capter l'attention, pour que le discours soit intéressant, des fois c'est ce qui marche.⁴⁸ »

Les outils numériques font justement parti des éléments plus difficiles d'accès dans les quartiers populaires en raison de leurs coûts. Dans le cadre d'une collaboration éventuelle avec le Crabe Rouge, des ateliers pourraient être mis en place pour mener un travail autour du design génératif⁴⁹.



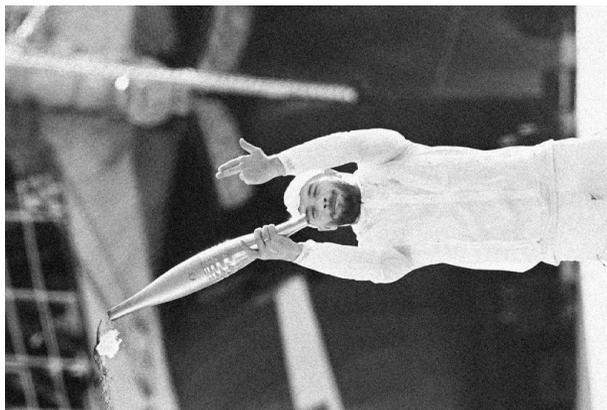
Les jeunes pourraient dans un premier temps puiser dans leur environnement, leurs traditions et leurs références pour produire des créations authentiques et enracinées dans leur identité. Des signes, photographies et dessins refléteraient des éléments caractéristiques de leur culture, comme des paroles de rap, des expressions étrangères ou encore des scènes de vie du quartier. Il s'agirait là de développer et de démocratiser des compétences numériques et techniques tout en rendant hommage à leur patrimoine culturel, souvent sous-estimé ou invisibilisé.

Il serait ensuite possible d'exploiter ces formes en les incorporant dans un algorithme créatif, qui permettrait de les décliner en fonction des options que propose le design par le code : déformation, variables aléatoires, changements de teintes, etc. À la différence d'un travail graphique ordinaire, le design génératif engendre de nombreuses itérations, ce qui permet de créer très rapidement une quantité importante de résultats différents, puis de sélectionner les plus convaincants. Les visuels pourraient par la suite faire l'objet d'une exposition dans les locaux de l'association ou dans l'espace public. Ce choix permettrait de valoriser les créations des jeunes tout en rendant visible l'identité culturelle du Blosne.

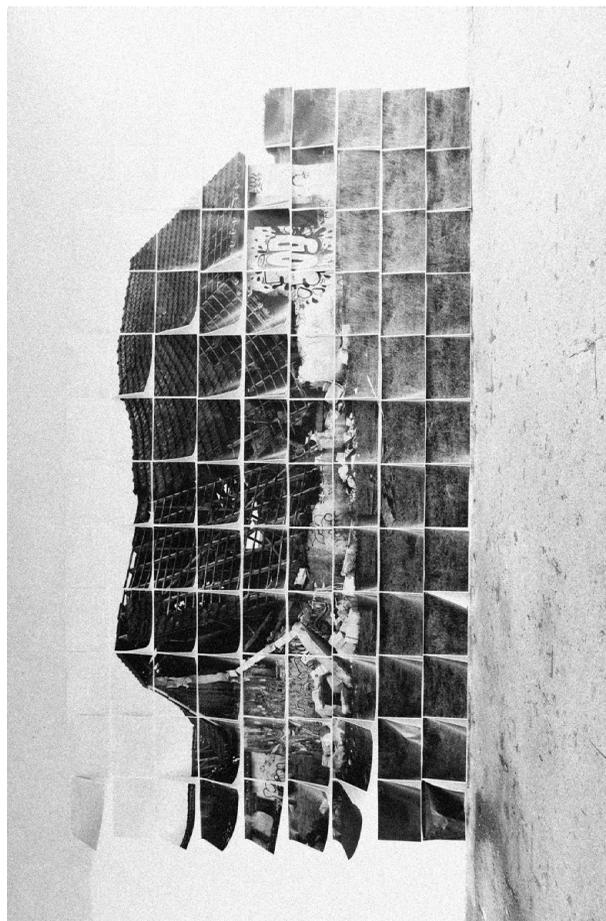
Cette volonté de défaire la hiérarchie culturelle souligne l'importance de briser certaines barrières symboliques qui perpétuent les inégalités de classe. Toutefois, il est également crucial de mettre en lumière la richesse culturelle déjà existante dans les quartiers populaires.



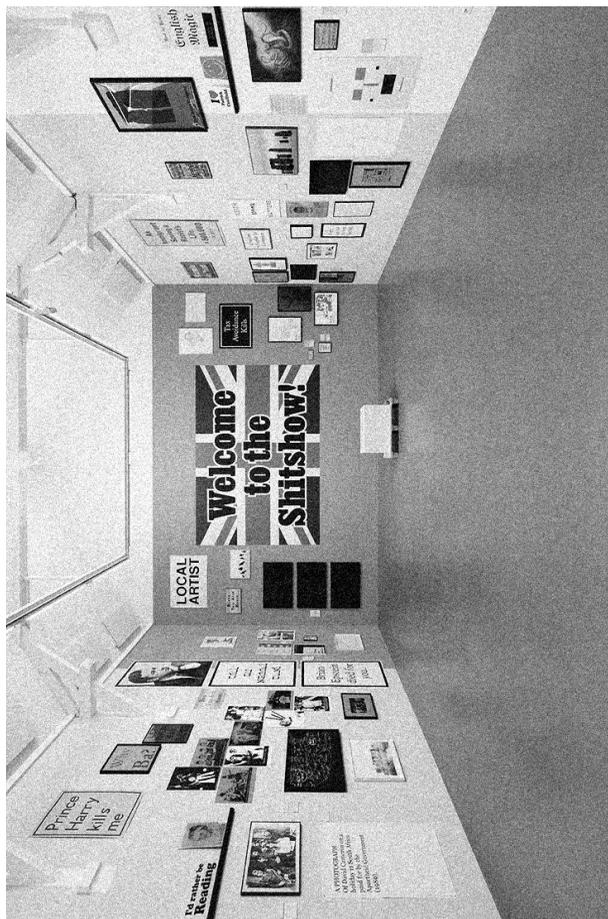
[FIG.27] Aya Nakamura au défilé Lancôme, à Paris, en 2023
© Marechal Aurore/ABACA



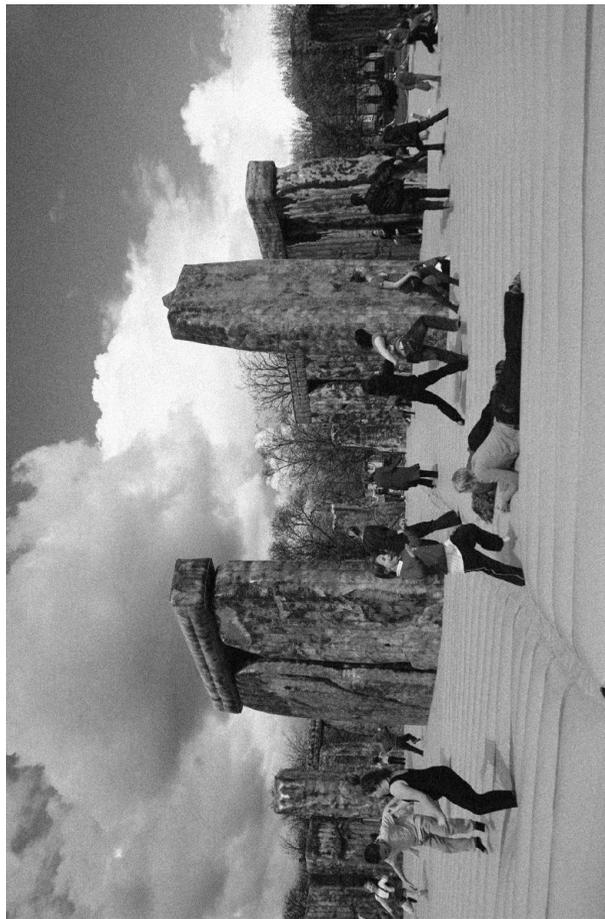
[FIG.28] Jul porteur de la flamme olympique en mai 2024 © Franck Faugère



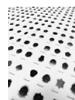
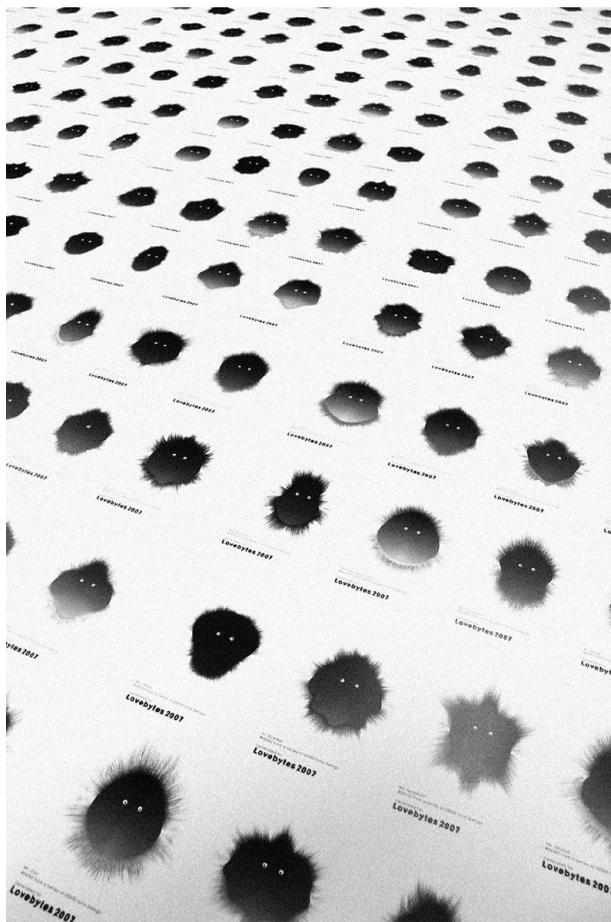
[FIG.29] Envolée de pavillons, Richard Louvet, 2013. Œuvre réalisée dans le cadre des résidences Expéditions.



[FIG.30] Jeremy Deller,
Exposition Art Is Magic à la Criée
à Rennes, 2023 © Aurelien Mole



[FIG.31] Jeremy Deller, *Sacrilege*,
2012 © Jeremy Deller



[FIG.32] Exemple de design génératif.
20 000 cartes réalisées pour le Lovebytes
Festival of Digital Art, Studio Universal
Everything, 2007

2.2

**Mobiliser
et mettre
en avant
les ressources
culturelles**

Dans une étude comparative entre la France et les États-Unis entre 2006 et 2011, le sociologue Akim Oualhaci explique comment les jeunes hommes racisés issus de quartiers populaires se socialisent à travers la boxe⁵⁰ : ils y acquièrent un capital culturel incorporé qui influe sur leur identité et leur trajectoire sociale. Cette acculturation⁵¹ passe notamment par la domestication de la violence, l'adoption d'un rapport esthétique et réflexif au sport et enfin par un rapport différent au corps et à la santé. L'enquête révèle aussi que les jeunes boxeurs peuvent faire fructifier les ressources acquises directement dans leur quartier :

« Ce capital culturel incorporé, s'il est difficilement reconnu hors de la salle car souvent délégitimé et requalifié en propriétés sociales stigmatisantes hors du quartier, induit des formes de reconnaissance dans l'espace local.⁵² »

L'exemple des salles de boxe témoigne de l'importance et de l'apport que peut avoir le capital culturel sur les boxeurs via leur intégration dans un cadre respecté, les équilibrant entre rigueur sportive et transformation sociale.



Le capital culturel peut également être un moyen de protestation et de valorisation de problématiques spécifiques aux quartiers populaires. Un exemple étant le développement de la culture hip-hop, un mouvement qui occupe une place centrale en tant que vecteur de revendication et de représentation.

⁵⁰ OUALHACI Akim. *Enfiler les gants de la respectabilité, Accumulation et usages du capital culturel dans les quartiers populaires*. Actes de la recherche en sciences sociales [en ligne]. 2019. Disponible sur : cairn.info (consulté le 29 mai 2024).

⁵¹ L'acculturation est un processus durant lequel une personne ou un groupe assimile une culture étrangère à la sienne.

⁵² OUALHACI Akim. *op. cit.*

53 Centre national de la musique. Diversité musicale : la diffusion de musique en 2022. In : cnm.fr [en ligne]. Publié en 2023, (consulté le 26 novembre 2024).

54 Voir à ce sujet : Genono. Rap français : gare à l'embourgeoisement. In : radiofrance.fr [en ligne]. 5 mars 2024, (consulté le 27 novembre 2024).

55 Ce terme désigne l'embourgeoisement des quartiers populaires, souvent encouragé par les politiques publiques, entraînant l'appropriation de ces espaces par les classes moyennes et supérieures au détriment des habitants, confrontés à une hausse des prix immobiliers.

Depuis les années quatre-vingt en France, cette culture a été un moyen d'expression pour une partie des habitants, notamment les jeunes, à travers le graffiti, le *breakdance*, mais aussi et surtout le rap. Ayant longtemps été une pratique en marge, le hip-hop s'est finalement largement répandu, si bien que le rap est aujourd'hui le genre musical le plus écouté sur les plateformes de *streaming* en France⁵³.

Cependant, cette ascension fait aussi l'objet de critiques sur une prétendue appropriation du genre par les classes dites « dominantes⁵⁴ », beaucoup d'auditeurs parlant de gentrification⁵⁵ du rap et accusant les rappers d'avoir perdu toute parole politique. Le hip-hop reste cependant attaché aux quartiers populaires comme un outil d'expression incisif qui représente une diversité de valeurs et de styles. Il permet notamment d'apporter de la nuance, loin des stéréotypes uniformes⁵⁶ que peuvent véhiculer certains médias⁵⁷.

Ces revendications peuvent également prendre la forme de rassemblements et de manifestations dans l'espace public. Par exemple, au niveau du quartier du Blossne, en juin 2024, diverses associations se sont réunies pour organiser un tournoi de football au stade de la Poterie pour soutenir la Palestine. L'in-tégralité des bénéfices a par la suite été reversée à l'association de médecins Palmed, dont la mission est de venir en aide aux Palestiniens.



De même, des événements culturels sont organisés dans le quartier, à l'image du Rennes Street Food Festival qui se tient l'été sur la place Jean Normand et qui a connu un grand succès en 2024 avec plus de 5 000 visiteurs.



Ces exemples montrent la capacité des classes populaires à se mobiliser spontanément et de manière importante, comme cela a été plus largement le cas durant le mouvement des Gilets jaunes⁵⁸.

Devant ces événements culturels, il convient de questionner la place que le graphisme peut prendre. Un cas d'étude intéressant est le collectif Formes des luttes : ce groupe a pour objectif d'apporter son soutien aux combats sociaux en France. Ils se sont fait connaître en



2019, lors des manifestations contre la réforme des retraites, puis à d'autres reprises comme récemment pour un cessez-le-feu en Palestine et contre la montée de l'extrême droite. Le groupe fonctionne via des appels à affiche : chacun peut envoyer sa proposition sur Internet, amateurs peuvent librement créer et diffuser leur vision. Cela forme une grande base de données ouverte d'images qui se renouvelle régulièrement : dessin naïf, affiches typographiques, expérimentations, qui sont ensuite mises à disposition sur leur site web, les affiches peuvent être librement téléchargées, imprimées et diffusées dans l'espace public.

56 Voir à ce sujet : 14 Reconstruire l'image des quartiers, p. 67

57 Voir à ce sujet : JÉSUS Louis. De la subversion sociale et politique dans le rap français contemporain. In : Mouvements. 2018, n°96, pp. 43-53.

58 Le mouvement des Gilets jaunes n'a pas eu lieu uniquement dans les quartiers populaires, mais montre la capacité des classes populaires à se rassembler de manière non structurée, sans parti politique commun, autour de fortes revendications.

Ce mouvement montre l'énergie politique que peut engendrer le graphisme de manière participative et engagée.

Si les mobilisations spontanées offrent des espaces de visibilité et d'engagement, d'autres formes de valorisation passent par des figures médiatiques issues de ces quartiers. En effet, il est possible de citer de nombreuses personnes qui ont réussi à atteindre un statut de célébrité dans notre société, que ça soit des rappeurs, mais également des acteurs comme Omar Sy ou des footballeurs comme Zinedine Zidane ou Kylian Mbappé qui a placé la commune de Bondy sur la carte du monde. La notoriété de ces personnalités a donné un souffle d'espoir à beaucoup de jeunes de quartier, comme l'explique Fabien Truong, sociologue et écrivain :

« Ces figures ont aidé beaucoup de jeunes à se réapproprier leurs histoires personnelles et à graduellement construire leurs propres codes. En ce sens, ces derniers ne sauraient pas être uniquement réduits à des "problèmes" : ils sont aussi devenus de puissants incubateurs symboliques.⁵⁹ »

Cependant, cette forte exposition est particulièrement rare et difficile d'accès. Cela pose une question : les habitants doivent-ils devenir des célébrités pour être entendus ?

⁵⁹ TRUONG Fabien, Banlieues. In : FASSIN Didier, *La société qui vient*. Paris : Éditions Seuil, 2022, p. 435

Sans oublier que si ces figures d'influence ne lissent pas assez leur discours, elles peuvent rapidement devenir la cible de critiques virulentes, en particulier venant des politiques de droite et d'extrême droite. C'est notamment le cas du rappeur Médine, ciblé depuis longtemps pour ses prises de position politique dans ses textes et ses actions :



« C'est nous la France périphérique toujours au centre du débat – On rend l'pays féérique avec les centres de Demba – Quand on fait la une de L'Équipe, on est des fiertés nationales – Mais, dans les contrôles de routine, on est des ramasseurs de balles.⁶⁰ »

Ce constat peut amener de l'amertume chez les habitants des quartiers, comme me déclarait Moussa, jeune habitant du quartier, lors d'une discussion dans le cadre d'observations menées au sein du Pôle 16-25 ans du quartier en mai 2024 :

« Les gens du quartier, on les aime que quand ils font de la musique du ciné ou de la danse ».

Ainsi, comment la reconnaissance des quartiers populaires peut-elle s'enraciner dans la valorisation du quotidien et de l'ordinaire, à travers les ressources des habitants ?

⁶⁰ Médine, L'AMOUR. In : *La Haine - Musiques originales*. France : 2024, 5mn.

Ces quartiers regorgent d'une richesse culturelle remarquable, portée par la diversité des communautés qui y résident. Pourtant, cette richesse — qu'il s'agisse de musiques, danses, spécialités culinaires, traditions ou encore de langues — reste souvent peu mise en lumière. Cette diversité peut être désignée sous le terme de multiculturalité, c'est-à-dire la coexistence de plusieurs cultures majeures. Cependant, cela ne signifie pas que les communautés interagissent et forment un ensemble soudé. Comme me l'expliquait Benjamin Roux, chercheur et habitant du quartier :

« C'est pas parce qu'on s'intéresse à la question des quartiers populaires qu'il y aurait une vision idéalisée où tous les habitants seraient les mêmes et auraient les mêmes désirs. Qu'ils ne seraient même pas eux dans une forme de conflictualité. Il y a énormément de conflictualités à l'échelle d'un quartier comme celui-ci. Et le vrai geste de cette fausse démocratie participative, c'est de l'entendre.⁶¹ »

Ces tensions freinent la création de relations entre les habitants de différentes communautés, empêchant donc l'interculturalité dans le quartier. Ainsi, comment susciter du lien et des échanges au Blosne ? Comment valoriser la pluralité des identités culturelles et sociales ?

⁶¹ ROUX Benjamin, entretien réalisé le 29 novembre 2024, cf. annexe 6, p. 193

La langue est un point d'accroche qui me semble intéressant : à la fois outil de communication, de partage et de valorisation, elle peut également être une barrière quand elle est différente entre les groupes d'individus. Dans le cas de la France, l'intégration est bien plus compliquée pour ceux qui ne parlent pas français, or, au Blosne, 26 % de la population était de nationalité étrangère en 2018⁶². Cette barrière linguistique suscite un questionnement sur la hiérarchie des langues qui existe dans le pays, qui découle de la hiérarchie culturelle que j'évoquais plus tôt. Alexandra Filhon revient sur ce thème dans un article paru en 2010 :

« La francisation de la France métropolitaine a donc contribué à rendre plus visible la hiérarchie existant entre les langues ; le français étant la langue des lettrés, des urbains, de l'élite, il bénéficiait d'une valeur symbolique forte.⁶³ »

Dans le quartier du Blosne, l'association de langues et de médiation culturelle Langophonies porte justement cette lutte contre l'invisibilisation de certaines langues. Leur objectif est de montrer l'importance que la langue peut avoir pour chacun, pour se rapprocher de sa culture d'origine ou encore découvrir une partie du monde. À travers des méthodes d'enseignement innovantes, les membres cherchent à valoriser le plurilinguisme en France et favoriser une « meilleure symbiose entre nos langues et nos cultures⁶⁴ ».

⁶² L'APRAS. op. cit.

⁶³ FILHON Alexandra, Transmission familiale des langues en France : évolutions historiques et concurrence. In : *Annales de démographie historique*. 2010, n°119, p. 210

⁶⁴ Citation tirée du site Internet de l'association : Langophonies. In : langophonies.org [en ligne]. Mis à jour en 2020, (consulté le 30 novembre 2024).

Langophonies pourrait être un commanditaire ou un associé pour mon dispositif de par son ancrage de longue date sur le quartier et le lien direct entretenu avec les habitants.

En tant que designer, les alphabets des différentes langues du quartier pourraient être un point de départ graphique pour une collaboration avec l'association. Le système d'écriture arabe offre par exemple une graphie et un style radicalement différent de l'alphabet latin qu'il serait intéressant d'explorer. Un exemple sur ce point est le projet *Kitaba* mené entre 2020 et 2021 par la designeuse Charlotte Attal. Ce travail de recherche et de création graphique vise



à mélanger l'écriture arabe, l'écriture française et le langage asémique⁶⁵. Durant une

année scolaire, la graphiste a travaillé avec une classe de CM1 à Aubervilliers, où une partie importante des élèves est arabophone, lui offrant un terrain fertile pour expérimenter des formes d'écriture hybrides. À travers des ateliers, ils ont collectivement pu créer une



typographie latine modulaire à partir de fragments d'alphabet arabe. Au-delà de la découverte de nouvelles esthétiques graphiques, *Kitaba* propose une approche novatrice sur l'exploration d'intersections entre différentes cultures.

⁶⁵ L'écriture asémique est une forme d'écriture dénuée de sens, qui ne représente pas de mots ou de lettres qui laisse libre l'interprétation.

En collaborant avec des habitants du quartier, il serait possible de travailler visuellement des mots, des expressions ou des phrases dans différentes langues. Les lettrages seraient dessinés lors d'ateliers sur divers supports et avec divers outils. Dans un second temps, les résultats feraient l'objet d'affiches qui valoriseraient l'association Langophonies et leurs enjeux, mais également les habitants et leur culture propre. Ce projet pourrait de plus redonner une légitimité aux différentes langues représentées via leur affichage dans l'espace public. Cette communication pourrait aussi traduire certains mots spécifiques dans plusieurs langues afin de les apprendre aux passants du quartier, donnant ainsi une portée didactique au projet.

En allant plus loin, il serait possible de construire collectivement une police de caractère spécifique aux habitants et au quartier. Ce projet pourrait s'appuyer sur la graphie des différentes langues présentes au Blosne, afin de concevoir une typographie hybride reflétant la diversité du quartier. Cette dernière pourrait ensuite être réutilisée dans l'espace public, sur des affiches, des panneaux afin de valoriser les ressources culturelles locales et de contribuer à l'identité visuelle du lieu.

Enfin, ces initiatives montrent comment la richesse culturelle et linguistique des quartiers populaires peuvent être sources d'innovation et de valorisation. Elles révèlent finalement la nécessité de valoriser l'identité et l'histoire propre au quartier et à leurs habitants : il s'agit de mettre en lumière le quotidien des habitants, leurs récits et leurs liens – parfois ambivalents – avec le quartier du Blosne. À travers leurs souvenirs, leurs expériences et leur capital culturel, ce sont les habitants eux-mêmes qui deviennent les acteurs de cette valorisation. Dès lors, comment les mémoires individuelles et collectives, ancrées dans les récits de vie du quartier, peuvent-elles être mobilisées pour consolider une identité commune, tout en offrant un nouveau regard sur le Blosne ?



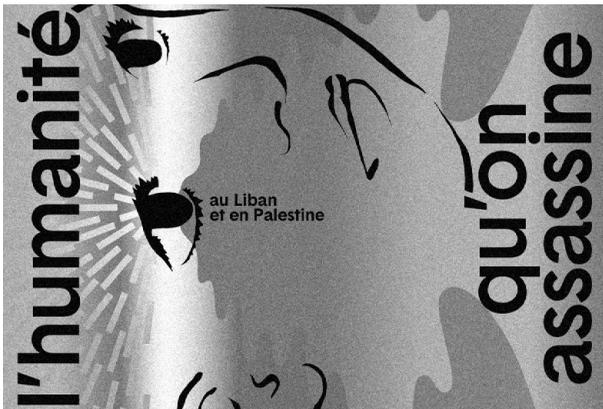
[FIG.33] Lyvia. Club Boxing
Beats d'Aubervilliers, 2011
© Yann Renoult



[FIG.34] Tournoi de
foot au stade de la Poterie
pour la Palestine, 2024
© Ouest-France



[FIG.35] 2^e édition du Street Food festival au Blosne, à Rennes, 2024
© Ouest-France



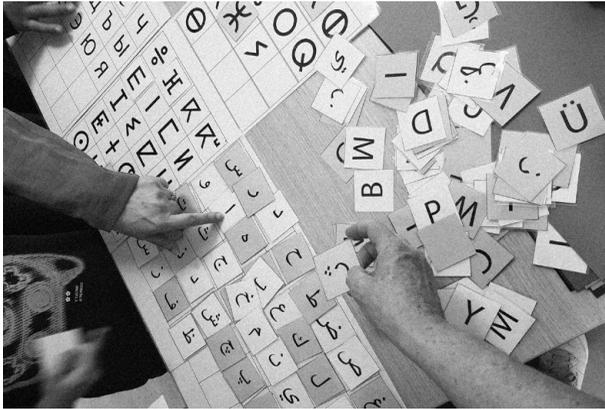
[FIG.36] Affiche pour un cessez le feu en Palestine, 2023, Jérémy Garcia-Zubialde



[FIG.37] Différentes affiches disponibles sur Formes des luttes pour les grèves contre la réforme des retraites en 2019



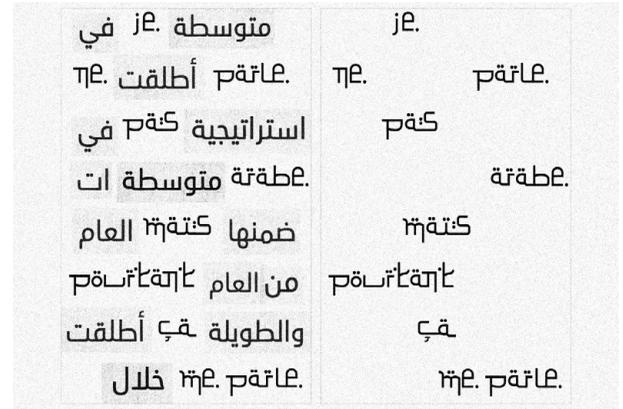
[FIG.38] Médiène, 2023 © Olympia



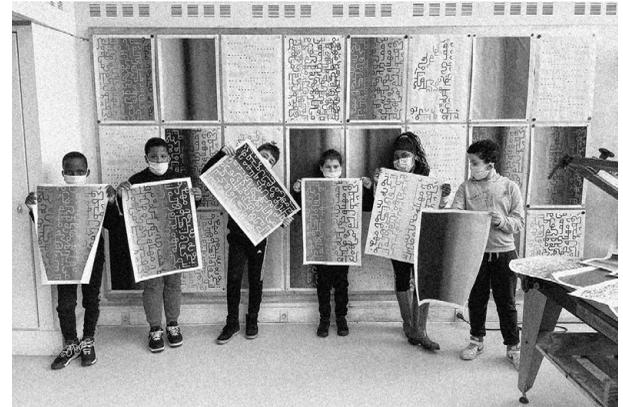
[FIG.39] Atelier de l'association Langophonies durant leur événement Langues en fête 2024 © Langophonies



[FIG.40] Animation de l'association Langophonies au centre social Carrefour 18 en 2019



[FIG.41] Kitaba, alphabet modulaire réalisé par Charlotte Attal, 2021



[FIG.42] Sérigraphies réalisées avec les enfants de la classe de CM1 à Aubervilliers, 2021 © Charlotte Attal

2.3

Révéler et valoriser la mémoire du quartier

En 2023, 64 % des logements en QPV étaient des logements sociaux⁶⁶. La majorité des habitants n'a pas choisi de vivre en quartier populaire, certains y sont nés, tandis que d'autres s'y installent en raison du prix des loyers. Ces mêmes habitants ne peuvent pas non plus se permettre de partir pour des raisons financières. Ces problématiques sociales empêchent la formation chez une partie de la population d'un sentiment de fierté ou d'appartenance au quartier. Cependant, chaque habitant possède un lien avec son lieu de vie, une histoire, un vécu. Cette mémoire prend forme dans les individualités, mais également collectivement, entre les trajectoires qui se croisent, les anecdotes du quotidien ou encore les services rendus. Ces récits individuels et collectifs témoignent de la richesse invisible qui se cache dans les quartiers populaires, souvent méconnue ou sous-estimée.

⁶⁶ Agence nationale de contrôle du logement social. *Une plus faible satisfaction des locataires des QPV, mais une perception positive de leur situation personnelle*. In: ancpls.fr [en ligne]. Publié en juillet 2024, (consulté le 2 décembre 2024).

C'est dans cette optique que Benjamin Roux mène actuellement sa recherche au Blosne, sur la question des récits des habitants :

« Je le savais pas avant de le formuler comme ça, mais en disant “qu'est-ce que vous aimez ?”. La question, elle déstabilise tout le temps. En fait, ça reste juste un point de départ et finalement c'est juste un léger détour de démarrage pour finalement arriver à ces questions là. [...] Il y a peu de gens qui vont t'étaler comme première discussion, dans un premier échange, leur capital culturel. Prendre des dénominateurs communs : tout le monde aime des choses, tout le monde habite quelque part, tout le monde a des liens – même s'ils ne pensent pas les avoir – avec des voisins voisines, ou avec le quartier.⁶⁷ »

Ainsi, il serait intéressant d'explorer et de valoriser le quartier à travers la mémoire des habitants. Une démarche similaire a été mise en place en 2022 à Bordeaux, par le collectif de design social Mille trois cents. Le groupe a créé *Poliade*, un projet de découverte d'un quartier qui fait appel à la mémoire des habitants. Dans un premier temps, des rencontres ont été menées dans l'objectif de collecter des souvenirs et anecdotes liés à certains lieux.



Ces témoignages ont ensuite servi de base à une application interactive et ludique : l'utilisateur incarne deux personnages qui explorent ces récits.

Le jeu repose sur un système de cartes et de déambulation dans le quartier, où des balises à scanner révèlent, grâce à la réalité augmentée, les récits retranscrits visuellement par le collectif. *Poliade* a pour objectif la mise en lumière de lieux oubliés ou peu connus de Bordeaux grâce à la mémoire des habitants les plus anciens. Ce projet met en évidence l'importance de la mémoire collective et de l'héritage des habitants en intégrant une dimension patrimoniale et affective. Il permet ainsi de créer un lien entre le lieu et les habitants de plusieurs générations.



Les marquages et balises utilisés par le collectif Mille trois cents sont selon moi des moyens efficaces pour atteindre les habitants qui déambulent. Ainsi, des dispositifs physiques au Blosne seraient envisageables : en plus de valoriser les mémoires et souvenirs, cela permettrait d'occuper directement l'espace public et de créer des points d'intérêts, comme des points de vue par exemple.

C'est ce qui a été mis en place en 2018, par le collectif Ne Rougissez Pas. Pour le numéro zéro de leur journal de quartier *La Lucarne*, des témoignages et perceptions d'habitants dans le quartier de Chabot à Saint-Claude, dans le Jura, ont été collectés et mis en page, créant ainsi une mémoire vivante d'un lieu en pleine mutation. En effet, le quartier populaire se distinguait par la présence d'un immeuble emblématique surnommé « La Banane » aujourd'hui presque déserté et voué à la démolition.



⁶⁷ ROUX Benjamin, entretien réalisé le 29 novembre 2024, cf. annexe 6, p. 193

Les murs du bâtiment ont ensuite été tapissé avec les récoltes, recherches graphiques et pages du journal, comme une manière de réinterpréter le lieu.



Ainsi, en revenant sur le dispositif, divers outils peuvent être utilisés pour rassembler des souvenirs et mémoires : ateliers, porte à porte, discussions dans le quartier, tables de quartiers, etc. Des lieux d'intérêts ressortiraient de ces échanges et seraient par la suite mis en valeur par un travail d'affichage et de création graphique à chaque point sélectionné. Un parcours pourrait ensuite être dessiné dans le Blosne qui ferait le lien entre les lieux nommés et proposerait un chemin de déambulation. Cette idée laisserait également la place à un travail graphique sur la signalétique. Ce dispositif pourrait être mis en place avec la direction de la politique de la ville au Blosne⁶³. Les participants au projet verraient ainsi leurs témoignages valorisés dans le quartier, tandis que les usagers découvrirait le quartier sous un oeil nouveau.

63

Notamment dans le cadre de leur enjeu « encourager le réflexe espace public »

L'exploration et la valorisation de la mémoire collective des habitants mettent en évidence la richesse des quartiers populaires en termes d'histoires qui méritent d'être partagées et rendues visibles. Ces récits peuvent contribuer à transformer la perception du quartier du Blosne à la fois pour ceux qui y vivent et pour ceux qui l'observent de l'extérieur. En tant que médiateur, mon rôle est ainsi de révéler les richesses bien présentes mais invisibilisées d'un espace stigmatisé.

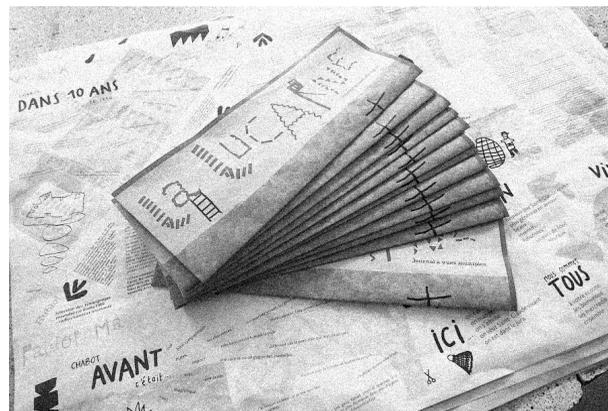
Ces initiatives graphiques et participatives permettent d'imaginer des dispositifs où la mémoire est un outil de dialogue et de cohésion. Ainsi, la valorisation des récits locaux ne se limite pas à une simple collecte, mais pose la question du rôle du designer dans la transformation d'un territoire.



[FIG.43] Ateliers mémoires réalisés avec des habitants, Collectif Mille Trois Cents, 2022



[FIG.44] Scan d'un marquage au sol avec l'application, 2022
© Collectif Milles trois cents



[FIG.45] La Lucarne n°0: à Chabot, Ne Rougissez Pas, 2018



[FIG.46] Affichage des récoltes, recherches graphiques et pages de La Lucarne sur les murs de la Banane, Ne Rougissez Pas, 2018.

Conclusion

Le rôle du designer face aux enjeux des quartiers





Pour conclure, j'aimerais citer ces mots d'Annick Lantenois, tirés de son ouvrage *Le Vertige du Funambule* :

« Le monde est humainement difficile à vivre, douloureux même. Mais intellectuellement, il est passionnant et c'est une chance de vivre dans ce qui se dessine à peine, d'explorer ce qui a peine à se dire, à se voir, à s'entendre. Alors pourquoi ne pas rechercher passionnément ce qui pourrait permettre de rendre le monde moins difficile.⁶⁹ »

Cette vision a profondément résonné dans ma réflexion : l'idée de « rendre ce monde moins difficile » guide ma démarche et donne du sens à ma pratique que graphiste.

Je suis évidemment conscient que mon statut d'homme blanc privilégié fait que je ne pourrais jamais me mettre à la place des habitants racisés et discriminés. Toutefois, je peux chercher à comprendre leur réalité. Les questions qui sont posées dans cette recherche sont des sujets que je côtoie en vivant dans un quartier populaire. Par ailleurs, je suis également touché et concerné par les enjeux qui s'y jouent. C'est la raison pour laquelle je me suis donné comme objectif de contribuer à améliorer le quotidien de la population du Blosne, à la fois en tant que designer graphique, mais également en tant qu'habitant engagé dans la vie de son quartier.

69 LANTENOIS Annick, *Le vertige du funambule : le design graphique, entre économie et morale*. France: Éditions B42, 2013, p. 72

Mon ambition est de combattre les multiples formes de violence auxquelles sont confrontés les habitants des quartiers populaires: la violence d'une expérience régulière de la discrimination, la violence de la police et des délits de faciès, la violence des trafiquants, la violence du silence qui leur est imposé. Ces luttes, déjà portées par de nombreux habitants et associations du Blosne, nécessitent d'être valorisées et amplifiées.

À travers cette recherche, j'explore comment le design graphique peut valoriser les habitants des quartiers populaires et leur richesse culturelle.

Cette valorisation, essentielle à ma démarche, repose sur l'implication directe des premiers concernés. Sans participation collective, il est impossible de comprendre leurs réalités, les causes et conséquences de leurs problématiques. Sans comprendre, il est impossible de trouver des solutions adaptées.

Mon objectif est désormais de renforcer le dialogue et d'instaurer une collaboration durable avec les habitants du Blosne pour mettre en place de futurs projets collaboratifs. Ces projets pourraient s'appuyer sur la richesse des vécus et des cultures, tout en explorant des méthodes et des formats innovants.

Néanmoins, mon rôle de designer ne se limite pas à la création visuelle: il consiste également en un travail de médiation, de stimulation des échanges dans le but de poser des bases concrètes à un travail collectif qui pourrait inspirer d'autres quartiers et territoires.

Enfin, une question persiste: jusqu'où le designer peut-il contribuer à façonner le monde qui l'entoure? En réalité, autant que tout autre citoyen: c'est par l'association d'idées, l'entraide et le travail en commun que nous pourrons peu à peu agir sur la société et la rendre plus juste. Afin d'y arriver, il est essentiel de libérer les paroles et la richesse culturelle des habitants et de faire entendre leurs voix à l'intérieur et à l'extérieur du quartier. C'est ainsi que nous serons en mesure de valoriser collectivement la vie et les histoires existantes en bas des tours.

*Alors pourquoi ne pas
rechercher passionnément
ce qui pourrait permettre
de rendre le monde
moins difficile.*

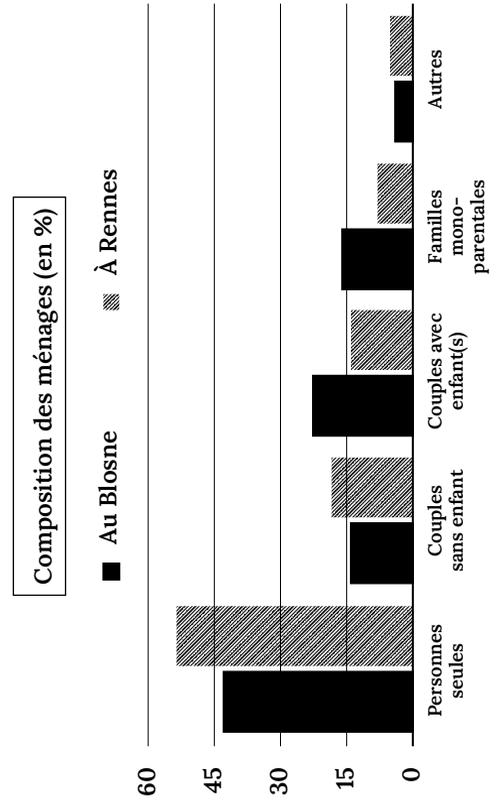
Annexe [1]

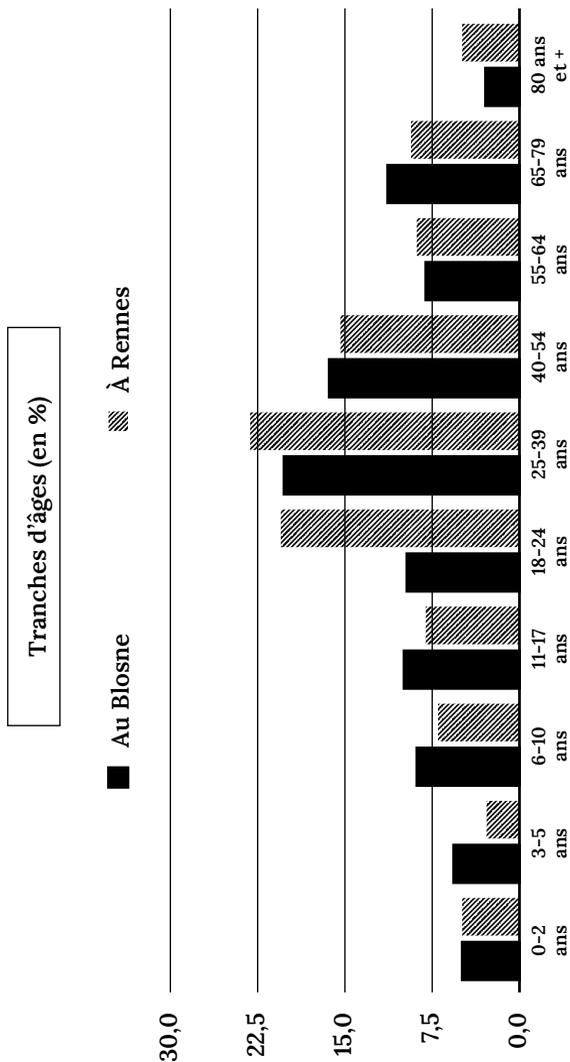
Statistiques comparées sur la population du Blosne et de Rennes en 2018

Sources :

L'APRAS. *Iris des QPV, Le Blosne. Recensement de la population 2018 - INSEE*. In : [apras.org](https://www.apras.org) [en ligne]. Publié en février 2022, (consulté le 30 novembre 2024).

	Au Blosne	À Rennes
Nombre d'habitants	12 263	217 782
Nombre de ménages	5 199	114 609
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	1,8

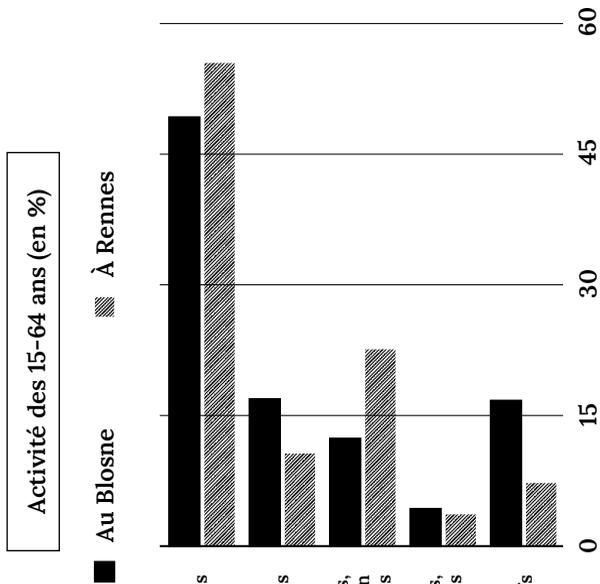




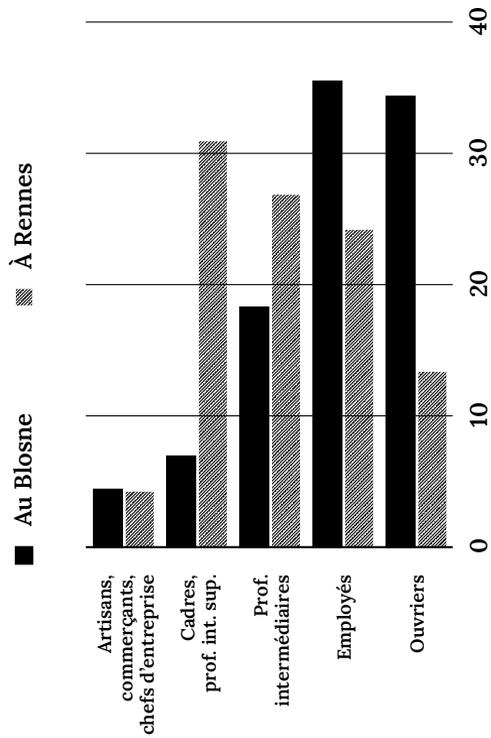
Nationalité des habitants et part d'immigrés⁷⁰

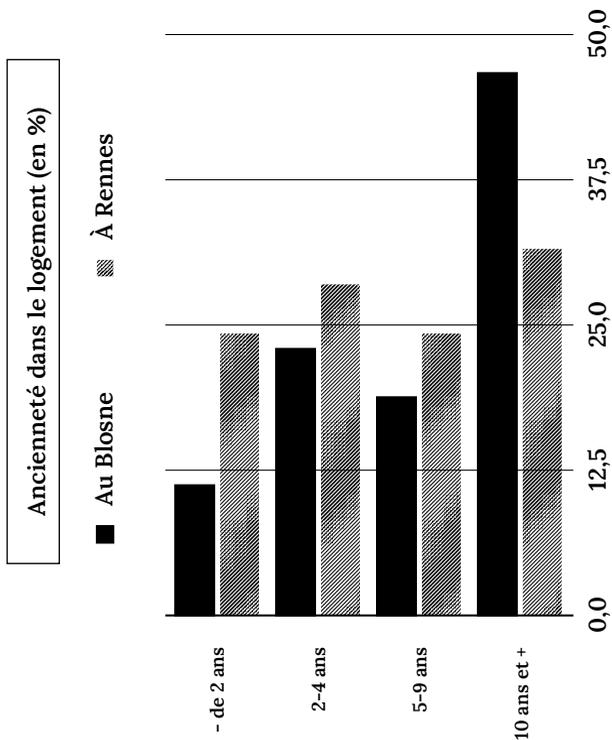
	Au Blosne	À Rennes
Population française	74,2 %	90,2 %
Population étrangère	25,8 %	9,8 %
Population immigrée	27,6 %	11,5 %

70 Un immigré, selon l'INSEE, est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Cela exclut les personnes nées françaises à l'étranger. Un immigré peut devenir français, mais tous ne le sont pas. Par ailleurs, les notions d'étranger et d'immigré diffèrent : un immigré n'est pas toujours étranger, et un étranger peut être né en France.



Professions et Catégories Socio-professionnelles (actifs occupés 15-64 ans) (en %)





Sources:
INSEE Recensement de la Population 2018
L'APRAS. *Iris des QPV, Le Blosne. Recensement de la population 2018* - INSEE. In: apras.org [en ligne]. Publié en février 2022, (consulté le 30 novembre 2024).

Annexe [2]

Liste des révoltes urbaines dans les quartiers populaires depuis les années 1970

Sources :

Wikipédia. *Émeutes dans les banlieues françaises depuis les années 1970*. In : fr.wikipedia.org [en ligne]. Mis à jour en novembre 2024, (consulté le 2 décembre 2024).

PIRONET Olivier. *Banlieue : chronologie 1973-2006, par Olivier Pironet*. In : monde-diplomatique.fr [en ligne]. 2006, (consulté le 2 décembre 2024).

Ce référencement non-exhaustif liste les principaux moments de violences urbaines ayant eu lieu dans les quartiers populaires français.

ANNÉES 1970-80 : EN BANLIEUE LYONNAISE

Les premières révoltes urbaines (1979)

Lieu: Vaulx-en-Velin.

Contexte: révolte contre le « harcèlement policier ». Ces événements sont les premières révoltes urbaines identifiées en France.

Démolition de la cité Olivier-de-Serres (1979-80)

Lieu: Villeurbanne

Contexte: en 1978, Charles Hernu, maire de Villeurbanne, justifie la destruction de cette cité comme un moyen de lutter contre la « délinquance ». Des affrontements éclatent en 1979 et 1980.

Révoltes des Minguettes (juillet-septembre 1981)

Lieu: quartier des Minguettes à Vénissieux, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin

Contexte: une série de violentes révoltes éclate dans plusieurs communes du Rhône. Ces révoltes attirent l'attention sur le « malaise des grands ensembles ». Appels à la répression policière, initiés par les maires et le ministre de l'Intérieur.

Toumi Djaidja et la Marche pour l'égalité (été 1983)

Lieu: Quartier des Minguettes à Vénissieux

Contexte: Toumi Djaidja, président de l'association SOS Avenir Minguettes, est gravement blessé par balle lors d'un contrôle policier. L'événement conduit à l'organisation de la Marche pour l'égalité et contre le racisme (1983), inspirée des luttes pour les droits civiques aux États-Unis.

Les révoltes de Vaulx-en-Velin (octobre 1990)

Lieu: Vaulx-en-Velin

Contexte: décès de Thomas Claudio, passager d'une moto accidentée avec une voiture de police. Trois jours de violentes révoltes.

Pour la première fois, la presse nationale couvre massivement ces événements, témoignant de l'ampleur du malaise dans les banlieues françaises.

ANNÉES 90: DE LA BANLIEUE LYONNAISE À LA FRANCE ENTIÈRE

Révoltes de Chanteloup-les-Vignes (mars 1990)

Lieu: Chanteloup-les-Vignes (Yvelines).

Contexte: affrontements violents entre deux bandes rivales (Chanteloup et Achères) utilisant barres de fer et battes de baseball, causant chaos et destruction.

Affaire Djamel Chettouh (mars 1991)

Lieu: Sartrouville (Cité des Indes, Yvelines).

Contexte: altercation entre des vigiles d'Euromarché et un groupe de jeunes. Djamel Chettouh, 18 ans, est abattu par un vigile lors de la bagarre. Révoltes dans plusieurs quartiers (Sartrouville, Argenteuil, Nanterre). Incendie d'un magasin, 7 blessés. Vigiles condamnés 5 ans plus tard.

Mort de Mohamed Bahri (octobre 1992)

Lieu: Crémieu (Isère).

Contexte: Mohamed Bahri, 18 ans, est tué par les gendarmes alors qu'il leur fonçait dessus en voiture (BMW volée). Trois nuits de révoltes à Vaulx-en-Velin. Commissariat attaqué, 33 véhicules incendiés. Non-lieu pour les gendarmes invoquant la légitime défense.

Mort de Mourad Tchier (décembre 1993)

Lieu: Vénissieux (Rhône).

Contexte: Mourad Tchier, 18 ans, est tué d'une balle dans le dos par un brigadier-chef lors d'une fuite après une course-poursuite en voiture volée. Révoltes à Bron et affrontements avec la police. Procédure judiciaire lente et controversée, condamnée par Amnesty International.

Révoltes de Melun (novembre 1993)

Lieu: Melun (quartier de Mézereaux, Seine-et-Marne).

Contexte: mort d'un jeune habitant après un accident de moto volée lors d'un contrôle de police. Trois jours de révoltes dans le quartier.

ANNÉE 1994

Mort d'Ibrahim Sy (janvier 1994)

Lieu: Val-de-Reuil et Rouen (Seine-Maritime).

Contexte: Ibrahim Sy, surpris avec deux complices lors du vol d'une voiture, est tué par balle par un gendarme. Son corps est déposé devant une gendarmerie par ses complices. Trois jours de révoltes dans le quartier des Sapins à Rouen.

Mort de Philippe Huynh (mars 1994)

Lieu: parc de La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Contexte: Philippe Huynh est exécuté de deux balles dans la tête par un chef de bande. Le meurtrier est frappé par des habitants avant d'être livré à la police. Révoltes durant deux nuits à Garges-lès-Gonesse, avec incendies, pillages, et affrontements avec les CRS. Blessures parmi les pompiers et journalistes.

Mort de Faouzi Benrais (avril 1994)

Lieu: quartiers nord-ouest de Toulon (Var).

Contexte: Faouzi Benrais, 20 ans, meurt dans un accident de moto après avoir grillé plusieurs feux rouges sans casque. Violentes révoltes dans les cités marquées par des affrontements avec la police.

Mort d'Azouz Read (septembre 1994)

Lieu: quartier de l'Ousse-des-Bois,

Pau (Pyrénées-Atlantiques).

Contexte: Azouz Read est abattu par le propriétaire d'un véhicule qu'il tentait de voler. Deux nuits de révoltes. Quatre voitures incendiées, une école et une bibliothèque détruites par le feu, un policier blessé.

ANNÉE 1995
Mort d'Imad Bouhoud (mai 1995)

Lieu: Bassin Vauban, Le Havre (Seine-Maritime).

Contexte: Imad Bouhoud, 19 ans, est poussé dans le bassin par des *skinheads*, ce qui provoque sa mort. Affrontements entre 150 jeunes et la police, slogans « Mort aux skins », incendies de voitures et pillage d'un bar.

Mort de Belkacem Belhabib (juin 1995)

Lieu: Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis).

Contexte: Belkacem Belhabib meurt dans un accident de moto après une course-poursuite avec la police. Révoltes marquées par des incendies criminels.

Mort de Khaled Kelkal (septembre 1995)

Lieu: Vaugneray et Vaulx-en-Velin (Rhône).

Contexte: Khaled Kelkal, terroriste recherché pour les attentats de 1995, est abattu par les gendarmes après une traque. Révoltes dans la banlieue lyonnaise, avec affrontements violents. Pour la première fois, le lien est fait sur les plateaux de télévision entre banlieues et islamisme.

Mort de Djamel Benakka (novembre 1995)

Lieu: commissariat de Laval (Mayenne).

Contexte: Djamel Benakka est tué par un policier après avoir tenté de s'emparer de l'arme d'un gardien. La police refuse de diffuser la vidéo des faits. Incidents dans un centre commercial et tentative d'incendie d'un restaurant. Le policier est relaxé en plaçant la légitime défense.

FIN DES ANNÉES 1990
Mort de Fabrice Fernandez (décembre 1997)

Lieu: commissariat du 9^e arrondissement de Lyon, quartier de La Duchère.

Contexte: Fabrice Fernandez est abattu d'une balle dans la tête pendant un interrogatoire. Deux nuits de révoltes à La Duchère.

Pendant plusieurs mois, les bus évitent de passer par le quartier.

Mort d'un homme (décembre 1997)

Lieu: Fontainebleau (Seine-et-Marne) et Dammarie-les-Lys.

Contexte: un homme est tué d'une balle dans la tête par la police après avoir forcé un barrage en voiture. Son passager est battu par les policiers. Une semaine de révoltes à Dammarie-les-Lys.

Révoltes au centre commercial de la Part-Dieu (janvier 1998)

Lieu: centre commercial de la Part-Dieu, Lyon.

Contexte: une altercation entre vigiles et jeunes des banlieues dégénère, provoquant des affrontements avec la police. Toutes les personnes interpellées sont mineures.

Mort de Habib Ould Mohamed (décembre 1998)

Lieu: quartier du Mirail, Toulouse.

Contexte: Habib Ould Mohamed, surnommé « Pipo », meurt après une interpellation lors d'un vol de voiture. Violents affrontements avec les CRS pendant cinq nuits. Plus de 100 voitures incendiées, dévastation du commissariat et des bureaux de la CAF.

Révoltes à Givors (janvier 1999)

Lieu: Givors (Rhône).

Contexte: un braqueur de 20 ans, originaire de Givors, meurt lors d'une fuite après un braquage à Tain-l'Hermitage, tué par les forces de l'ordre. Des révoltes éclatent, marquées par des dégradations matérielles et de violentes interventions policières.

Mort de Mounir Oubajja (mai 1999)

Lieu: Vauvert (Gard).

Contexte: Mounir Oubajja est abattu par un habitant qui pense qu'il vole sa voiture. Le lendemain, plusieurs commerces et bars du centre-ville sont vandalisés et incendiés.

Mort de Mohamed Elouari (décembre 1999)

Lieu: quartier des Chaumes, Montauban (Tarn-et-Garonne).

Contexte: Mohamed Elouari est tué par le propriétaire d'une villa qu'il tente de cambrioler. Des révoltes éclatent dans plusieurs quartiers. Des équipements publics sont incendiés, des cocktails Molotov sont lancés.

Révoltes à la Seyne-sur-Mer (1997)

Lieu: cité Berthe, La Seyne-sur-Mer (Var).

Contexte: un jeune circulant à moto est tué par la police. Révoltes dans la cité.

Révoltes à la Seyne-sur-Mer (2000)

Lieu: cité Berthe, La Seyne-sur-Mer (Var).

Contexte: une mère de famille se suicide en sautant par la fenêtre de son appartement lors d'une perquisition policière. Des révoltes éclatent.

ANNÉES 2000-2005**Révolte à Montbéliard (juillet 2000)**

Lieu: Petite-Hollande, Montbéliard.

Contexte: trois cents personnes affrontent les CRS lors de l'arrestation d'un habitant accusé de grand banditisme. Après la reddition de ce dernier, plusieurs adolescents lancent des projectiles.

Mort d'Ali Rezgui (septembre 2000)

Lieu: Combs-la-Ville (Seine-et-Marne), cités de la Grande-Borne (Grigny) et des Tarterêts (Corbeil-Essonnes).

Contexte: Ali Rezgui est tué par la police après avoir forcé un barrage routier avec deux complices, dont Amedy Coulibaly. Des révoltes éclatent dans les cités. Des CRS sont appelés en renfort. Un policier est blessé par un tir provenant d'un toit.

Altercation à Lure (octobre 2001)

Lieu: Lure (Haute-Saône), cité des Chenevières, Héricourt.

Contexte: Benamane et un ami sont attaqués par deux hommes, et Benamane est tué par balle. La police ne réagit pas immédiatement à l'incident. Des habitants du quartier brûlent des poubelles et des voitures pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis de l'inaction de la police.

Accident à Thonon-les-Bains (octobre 2001)

Lieu: Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

Contexte: quatre personnes meurent en tentant de forcer un barrage de police. Des groupes de personnes incendient des dizaines de voitures. Une explosion de gaz endommage un immeuble, et des pierres sont jetées sur le commissariat.

Mort d'un habitant à Vitry-sur-Seine (décembre 2001)

Lieu: cité de la Dalle Robespierre, Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Contexte: un habitant est tué par la police lors d'un hold-up à Neuilly-sur-Marne. Des véhicules lapidés et incendiés. Une grenade est lancée dans le parking du commissariat sans exploser.

Mort d'un dealer à Évreux (février 2002)

Lieu: Évreux (Eure), quartiers de la Madeleine et de Nétreville.

Contexte: un dealer meurt d'une overdose après avoir ingéré des sachets de cocaïne pour échapper à une fouille lors de sa garde à vue. Une cinquantaine de personnes saccage des magasins et brûle des voitures pendant plusieurs heures.

Mort d'un cambrioleur à Nîmes (mars 2003)

Lieu: ZUP de Valdegour, Nîmes (Gard).

Contexte: un cambrioleur de 17 ans est tué par un gendarme alors qu'il fuit sans arme. Des groupes de jeunes affrontent la police avec des pierres et des cocktails Molotov. Un fusil calibre 12 est utilisé par un émeutier pour tirer sur un passant.

Suicide en prison à Avignon (décembre 2003)

Lieu: centre pénitentiaire du Pontet, Avignon (Vaucluse).

Contexte: un détenu est retrouvé mort dans sa cellule après dix jours d'incarcération.

Sa famille dénonce un suicide suspect, notamment en raison de la présence d'hématomes et des visites interdites. Des violences éclatent dans la cité Monclar d'Avignon.

Suicide en prison à Strasbourg (mars 2004)

Lieu: maison d'arrêt de l'Elsau, Strasbourg (Bas-Rhin).

Contexte: un détenu est retrouvé pendu dans sa cellule, après avoir demandé à être transféré pour sa sécurité. Il venait de subir un examen psychologique. Une centaine de personnes manifeste devant le commissariat. Des voitures sont incendiées, et un policier est blessé par un jet de pierre.

Révolte à la Goutte-d'Or (début 2005)

Lieu: quartier de la Goutte-d'Or, Paris (18^e arrondissement).

Contexte: un homme de 19 ans soupçonné de revendre du crack est gravement blessé par balle par un policier. Les habitants brisent des vitrines, des voitures et des cabines téléphoniques. Six policiers sont légèrement blessés.

Fusillade à La Courneuve (juin 2005)

Lieu: cité des 4000, La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Contexte: un enfant est tué lors d'une fusillade entre deux bandes rivales. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, annonce vouloir «nettoyer la cité au Kärcher».

**ANNÉES 2005 ET 2007:
DEUX ÉPISODES MARQUANTS****Révoltes de novembre 2005**

Lieu: Clichy-sous-Bois, Clichy-Montfermeil, Évry, Grigny, Corbeil-Essonnes, Brétigny-sur-Orge, et au-delà, en France.

Contexte: les violences urbaines éclatent après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, électrocutés en tentant d'échapper à un contrôle de police. Trois jours plus tard, une grenade lacrymogène est lancée à l'entrée d'une mosquée à Clichy-sous-Bois par les forces de l'ordre. Les révoltes s'étendent dans plusieurs banlieues parisiennes et au-delà. L'état d'urgence est déclaré le 8 novembre 2005, accompagné d'un couvre-feu et de la prolongation de ces mesures pour trois semaines.

Révoltes de novembre 2007

Lieu: Villiers-le-Bel, Val-d'Oise.

Contexte: deux adolescents meurent dans une collision avec un véhicule de la Police nationale alors qu'ils circulaient sur une moto-cross. Les violences éclatent dans le Val-d'Oise. 119 policiers sont blessés, dont 81 par des tirs de chevrotine, et plusieurs sont gravement touchés par des projectiles plus puissants. Dix émeutiers et trois individus responsables des tirs sont mis en examen. Le conducteur du véhicule de police est condamné pour homicide involontaire. Les difficultés rencontrées lors des interventions policières, notamment lors des rodéos urbains, sont mises en lumière après cet incident.

ANNÉES 2010**Révoltes de Firminy (2009)**

Lieu: Firminy, Le Chambon-Feugerolles.

Contexte: les violences éclatent après la tentative de suicide de Mohamed Benmouna, 21 ans, dans un commissariat. Des révoltes ont lieu à Firminy et dans les cités voisines, avec l'incendie du centre commercial. L'intervention policière renforce l'isolement de certaines zones, créant un climat de crise.

Révoltes de La Villeneuve (2010)

Lieu : La Villeneuve, Grenoble.

Contexte : Karim Boudouda est tué par la police après avoir braqué le casino d'Uriage. Après sa mort, des perquisitions sont menées chez sa famille sans résultat, ce qui conduit à des révoltes quelques heures plus tard. Une lourde opération de maintien de l'ordre est lancée avec des renforts du RAID et du GIPN. La Villeneuve est temporairement isolée et la circulation est interrompue.

L'affaire Théo (2017)

Lieu : Aulnay-sous-Bois, région parisienne.

Contexte : Théo Luhaka, un jeune homme, est gravement blessé lors d'un contrôle d'identité, accusant les policiers de viol et de violences. Cette affaire provoque de nombreuses manifestations et des affrontements dans plusieurs villes. Des commissariats et des magasins sont attaqués. Les tensions sont exacerbées par des revendications liées à d'autres affaires comme celle d'Adama Traoré.

Les révoltes engendrent des arrestations et des dégâts matériels considérables.

Révoltes de Nantes (2018)

Lieu : Nantes.

Contexte : l'affaire Aboubacar Fofana, tué par la police, déclenche quatre nuits de révoltes dans plusieurs quartiers sensibles de Nantes.

Révoltes de Fréjus (2021)

Lieu : La Gabelle, Fréjus.

Contexte : des violences éclatent dans le quartier de La Gabelle après un affrontement avec la police. Les tensions se poursuivent, notamment après des événements liés à la victoire du Maroc en Coupe du monde 2022. Le maire de la ville décide de suspendre les subventions au quartier.

ANNÉE 2023

Mort de Nahel Merzouk (juin 2023)

Lieu : Nanterre, puis généralisation à de nombreuses zones en France, puis à Bruxelles et à Lausanne.

Contexte : Nahel Merzouk, un jeune de 17 ans, est tué par la police lors d'un contrôle routier à la suite d'un refus d'obtempérer. Cet événement ravive les débats sur les violences policières et le racisme systémique. Des violences urbaines éclatent, incluant des incendies de véhicules et des affrontements avec les forces de l'ordre. Les révoltes se calment après une semaine.

Annexe [3]

**Compte rendu
des réunions
au sein
du collectif
Banat-Serbie**

Ce collectif d'habitantes du Blosne existe depuis 4 ans et se réunit chaque semaine pour débattre, discuter et mener des projets dans le quartier. Leur objectif est d'engager une dynamique active. Leurs actions sont notamment relayées et racontées dans un fanzine qu'elles réalisent et qui paraît une à deux fois par an.

Avec Olivier Panne, collègue de classe, nous avons pu assister aux réunions du collectif afin de se rapprocher des habitants et de mieux comprendre les dynamiques qui traversent le quartier du Blosne.

08 NOVEMBRE 2024

Participant·es: Mathilda (Maison des Squares), Virginie, Aziza, Mérième, Zohra, Hayate, Malika, Zahra, Zaynab, Zahra, Fatma

Lors de cette première rencontre avec le collectif d'habitantes de Banat-Serbie, mon objectif était de rencontrer les habitants et de possiblement exposer mon projet de lutte contre les discriminations et de création commune. Mathilda, de la Maison des Squares, présente pour cadrer les échanges et les débats, écrit l'ordre du jour au tableau.

Les sujets sont :

- * L'arrivée d'une nouvelle habitante dans le collectif: Aziza,
- * La tenue du Marché d'Hiver le 15 décembre prochain à Sainte Elisabeth,
- * La question de la participation du collectif au budget participatif cette année.

J'apprends rapidement que presque toutes les participant·es vivent dans le quartier depuis au moins 10 ans, certaines y sont nées et y ont grandi.

La réunion a commencé par la présentation de mon projet et celui d'Olivier, collègue également présent ce jour. Après avoir évoqué les problèmes de discrimination que peuvent subir les habitants, une discussion animée s'est lancée sur l'évolution du quartier.

Les sujets abordés ont inclus, les projets de rénovation urbaine, avec la construction constante de tours et d'immeubles, et l'absence de commerces de proximité ou de boulangeries.

« C'est que des immeubles, ils font que ça. »

La question de la mixité sociale est aussi mise sur la table, beaucoup regrettent son absence dans le quartier. Certaines ont évoqué le manque d'intérêt de la ville pour les habitants, au profit de la construction d'habitats pour les nouveaux venus à Rennes au détriment des habitants de longue date:

« Ils ont oubliés les gens qui sont ici depuis le début. »

Le Conservatoire, est pris pour exemple sur la question de la mixité sociale, accueillant en majorité des élèves venant de l'extérieur du quartier, deux habitantes affirment tout de même avoir enfant et nièce inscrit au conservatoire. Au milieu du débat, Zahra place une phrase marquante:

« La mixité sociale c'est ceux qui viennent déposer leurs enfants au conservatoire en Tesla »

Enfin, la destruction et l'absence d'espaces verts font consensus parmi le collectif. La comparaison est notamment faite avec d'autres lieux de Rennes, tel que la Courrouze et la Plaine de Baud, où un grand parc se situe juste à côté des tours.

« On a l'impression de vivre dans un chantier »

L'échange s'est ensuite déplacé sur le Marché d'Hiver du Blosne, puis sur le budget participatif 2024-25 pour lequel le collectif veut proposer un projet de chariot de distribution de thé, café, gâteaux itinérant dans le quartier, par exemple à la sortie des écoles. Un projet similaire avait été proposé un an auparavant, malheureusement refusé à deux points près.

La volonté de redonner de la joie ainsi qu'une dynamique productive dans le quartier est commune aux habitantes du collectif. La perspective de notre projet semble les intéresser et les fédérer. Voir un groupe d'habitantes motivées et engagées est moteur. Cette rencontre m'a personnellement donné des perspectives supplémentaires pour mon projet et ma recherche. Nous avons d'ailleurs convenu de nous revoir à de prochaines réunions.

15 NOVEMBRE 2024

Participant·es: Mathilda (Maison des Squares), Virginie, Aziza, Mérième, Hayate, Malika, Zahra, Zaynab, Zahra, Fatma, Saliha

Cette deuxième rencontre avec le collectif était centré sur la nouvelle proposition du budget participatif, le dernier jour pour déposer le projet étant au 17 novembre. Le groupe a donc proposé un concept d'occupation de l'espace: *Stand mobile* – à la rencontre des habitant·es, l'idée étant de créer des moments de rencontre via un stand à déplacer dans le Blosne. L'objectif serait de figurer un point info pour présenter les activités du collectif et du quartier.

La particularité du projet est de mener une rencontre des habitant·es vers les habitant·es, qui n'engage donc pas le même rapport que via des médiateurs, professionnels, animateurs, etc.

« On est visibles, ils nous connaissent »

« On a pas un discours formaté, c'est du concret »

À nouveau, cette réunion avait pour moi un but de balisage, comprendre les actions du collectif et les dynamiques qui le traversent. L'objectif des prochaines réunions sera d'apporter une dimension artistique aux échanges et d'éventuellement engager des pistes créatives, notamment sur le rapport des habitantes à leur quartier.

22 NOVEMBRE 2024

**Participants: Mathilda (Maison des Squares),
Virginie, Aziza, Mérième, Hayate, Malika,
Zahra, Zahra, Zohra, Ajdou, Thierry**

Cette réunion a été l'occasion pour nous de prendre la parole et de proposer aux membres du collectif de préciser sur une carte du Blosne les lieux où ils aimaient/n'aimaient pas se rendre, mais également les itinéraires qu'ils pouvaient prendre. Ce support était aussi un moyen d'engager des discussions pour développer et creuser des réflexions sur certains lieux et sur la gentrification qui touche le quartier.

Parmi les lieux appréciés:

Le Triangle et ses alentours, la Rambla et le Polyblosne, des lieux mis à neufs et propres qui offrent des moments de balades.

Les différents marchés, du mercredi et du samedi, sont également appréciés, bien que certaines habitantes parlent de désordre pour celui du samedi.

Des lieux associés aux enfants, comme des parcs (le CRAPA notamment) sont cités: les enfants peuvent être occupés à jouer tandis que les mères se posent, discutent, se baladent.

Des lieux hors du quartier sont également appréciés, comme le parc du Thabor, le mail, Beauregard ou encore la Courrouze.

Parmi les lieux non-appréciés:

Le Landrel, une zone de petits commerces qui s'est dégradée et est à l'abandon, décrite comme entourée d'immeubles et triste.

Italie, un centre commercial, qui est décrit comme un lieu de rassemblement masculin que les femmes du collectif évitent, la «voûte» du lieu les mettant mal à l'aise.

Ce point mérite une attention particulière: les habitantes regrettent qu'une partie de la population ne soit pas prise en compte par les politiques publiques, et aimeraient avoir des espaces de rassemblement pour elles.

À préciser que dans ces déplacements, tous se font en transport en commun ou à pied, la voiture n'est une option que quand on sort de la commune ou du quartier.

Finalement, les lieux appréciés sont ceux qui ont été rénovés récemment et/ou qui accueillent une vie associative importante. Au contraire, les lieux qui ne sont pas dans une politique de rénovation urbaine sont évités et délaissés. Cela met en évidence les disparités qui existent au sein d'un quartier qui est déjà en situation inégalitaire avec les autres quartiers.

Nous évoquons finalement la possibilité de faire un tour du Blosne avec les habitantes un jour prochain, afin de voir le quartier depuis leur regard.

06 DÉCEMBRE 2024

**Participant: Mathilda (Maison des Squares),
Virginie, Aziza, Mérième, Hayate, Zahra, Zahra,
Fatma, Nadra (nouvelle arrivante), Jeanne Dassas
(Âge de la tortue)**

Pour débiter la réunion, Mathilda fait circuler une pancarte illustrée avec un bouquet de fleurs d'un côté et un sac à dos de l'autre. Chaque participant doit choisir une des deux faces pour exprimer son humeur du jour: le bouquet de fleurs si tout va bien, ou le sac à dos s'il ressent une charge émotionnelle ou un poids à porter. Cependant, malgré des journées ou des semaines parfois difficiles, toutes les participantes, sans exception, optent pour le côté bouquet de fleurs.

Les réunions du collectif et l'engagement associé représentent pour ces habitantes un moment agréable qui est lié avec le début du week-end, malgré les problèmes de leurs quotidiens. Zahra et Hayate évoquent par exemple des douleurs aux jambes, Aziza parle d'une journée compliquée liée à un deuil d'un de ses proches, mais toutes restent positives et enjouées quant à ce regroupement.

Nadra est une nouvelle arrivante de cette semaine, c'est une femme afghane qui est arrivée en France en 2006 et apprend actuellement le français. On lui a conseillé le collectif pour s'exercer à parler et à écrire la langue.

Mathilda demande alors aux membres de présenter le collectif et son objectif : partager l'information, discuter, sortir, boire le café et manger. C'est à la fois un moment pour se retrouver, partager et mener des actions, tout en ayant une énergie positive.

Plus tard durant la réunion, Jeanne Dassas de l'association l'Âge de la tortue vient présenter le projet artistique Résidence secondaire qui va avoir lieu dans le quartier. Cette résidence met en lien un habitant, un élu et un artiste pendant une semaine pour créer une œuvre commune sur un thème précis. La venue de Jeanne concerne des réunions à venir en janvier et en février pour déterminer le thème de la résidence, en invitant les habitantes à participer à ces temps d'échanges. Les habitantes sont intriguées par les flyers colorés du projet.

Cette proposition reçoit cependant un accueil mitigé, aucune n'affiche un réel engouement. Fatma et Zahra affichent un refus de venir. Cela peut refléter une priorité donnée à des actions concrètes et utiles dans leur quotidien plutôt qu'à des projets perçus comme secondaires ou élitistes, mais également une certaine fatigue face à des propositions ponctuelles qui ne répondent pas directement à leurs préoccupations principales.

13 DÉCEMBRE 2024

Participant·es : Mathilda (Maison des Squares), Virginie, Aziza, Mérième, Hayate, Zahra, Fatma, Nadra, Zohra, Najia, Khadija, Malika, Saliha, Adjou

Cette séance a eu pour sujet principal un débat sur un voyage prochain du collectif. Là où certaines voulaient passer deux jours à Bruxelles, certaines (notamment à cause de garde d'enfant) ne pouvaient partir qu'une journée et optaient plutôt pour Paris. Des tensions peuvent même se faire ressentir.

Adjou rappelle qu'un des principes du groupe est de trouver une autre solution en cas de désaccord, de ne pas s'attarder afin de ne pas créer de conflit. Une troisième solution est alors évoquée, à réfléchir pour la prochaine séance.

Finalement, quand on lui demande son avis, Saliha répond en riant :

« L'idée quand je suis rentrée là c'est pas pour faire des voyages »

Annexe [4]

Entretien avec Pauline Legal

14 novembre 2024 : rencontre avec Pauline Legal, chargée de mission politique de la ville et référente jeunesse pour les quartiers sud-est, dans l'objectif de comprendre les enjeux et actions de la politique de la ville au sein du quartier du Blosne.

[MATHIS VAN HECKE] Tu es donc chargée de mission à la politique de la ville et en même temps à la direction de quartier sud-est. Et, est-ce que tu pourrais me dire quelles sont les actions que vous menez au niveau du quartier du Blosne ou de manière générale dans les quartiers de la politique de la ville de Rennes ?

[PAULINE LEGAL] [...] On a une feuille de route qui a démarré en 2024 pour 6 ans. On appelle ça le projet de quartier, on a eu précédemment une politique qui a duré de 2015 à 2020 avec une extension jusqu'en 2022. [...]

Donc pour le Blosne, il y a plusieurs enjeux. Et de ces enjeux on a des groupes de réflexion, des projets conjoints. On a un gros enjeu qui va être autour du lutte contre le non-recours concernant les parents. C'est-à-dire qu'on a beaucoup de familles monoparentales et on a de l'offre qui existe mais il y a un manque à cet endroit-là. C'est-à-dire que les parents n'ont pas connaissance de l'offre qui existe qui pourrait leur permettre d'avoir des aides dans leur parentalité, d'avoir de l'info, de trouver du répit parental à certains moments. [...]

Donc on a un groupe de travail là-dessus. On a réalisé une enquête très récemment auprès de 250 parents, on a fait appel à un cabinet. Il nous a donné aussi les besoins précis des parents, on a pu les qualifier et on est en train de voir ce qu'on priorise parce que... entre faire une feuille de route pour six ans, ça c'est bien, on a des grands enjeux, puis après c'est par année, ce qu'on choisit, ce sur quoi on met l'accent.

Ça peut être aussi, mettre en place des permanences avec des spécialistes du conflit, de la médiation familiale. Ça peut être de proposer des projets. Autour du répit parental, par exemple là, on a construit un projet sur de la danse et du témoignage sonore auprès de mères isolées. Pour parler de leur parentalité, pour s'exprimer via le biais artistique et en même temps, on vient financer la mise en place de moyens de garde d'enfants pendant que ces femmes participent à ces ateliers. [...] Donc ça c'est des actions concrètes là autour du répit parental. [...]

[MVH] Très bien. Du coup là, tu parlais de l'enjeu des familles monoparentales. Est-ce que qu'il y a d'autres enjeux principaux ?

- [PL]** Non, il y en a d'autres. En fait, il y en a cinq :
- * Satisfaire les besoins des parents et lutter contre le non-recours
 - * Être jeune et ambitieux
 - * Faire de la continuité des parcours des jeunes une réalité
 - * Encourager le réflexe espace public !
 - * Pour un territoire plus vert et plus solidaire

[MVH] Ok. Dans ma recherche je parle pas mal de la notion d'espace public dans les quartiers populaires que je trouve très importante avec de nombreuses places, parcs, etc. Et du coup, ça veut dire quoi... enfin concrètement quel est le but de l'enjeu «encourager le réflexe espace public», ça prend forme comment ?

[PL] Ah oui, effectivement dans nos cinq grands enjeux on a un enjeu qu'on a renommé positivement «encourager le réflexe espace public».

Nous, on pousse les acteurs, on encourage vivement à animer l'espace public de manière positive, de penser à tout ce qu'ils peuvent mener en structure, qu'ils puissent le décliner ou avoir une approche différente sur l'espace public. [...] L'idée c'est, comment on va venir investir les espaces où les gens sont, pour créer de la rencontre, de la convivialité entre eux. C'est ce qui permet de rassurer, de faire se rencontrer les voisins, c'est ce qui permet de faire quartier, qui va permettre aussi de montrer à ceux qui ont des pratiques de l'espace public plus négatives, — on a beaucoup de deal —, qu'ils sont là mais ils n'empêchent pas ça. Ça cohabitera s'il faut que ça cohabite. Pas de les repousser parce que je pense pas qu'on ait cette force là, mais en tout cas de montrer que c'est possible et donc de permettre aux habitants de se réapproprier un peu ces espaces là.

On est aussi sur un quartier en transformation, en rénovation urbaine. Ça veut dire qu'on est voué à avoir de nouveaux équipements de manière régulière, c'est en train de sortir de terre. Donc c'est comment on investit ça tout de suite, au plus tôt, pour permettre aux habitants de se l'approprier, pour mettre en place des initiatives ou aux associations d'être force de proposition. [...]

Ça, c'est un enjeu clairement qui vient compléter une offre qu'on a déjà sur l'espace public puisqu'on a quand même énormément d'acteurs dont les missions sont de déambuler, d'aller à la rencontre des habitants, des jeunes, de faire de la médiation. Tout le monde innove dans ces structures. On a un foot truck par exemple qui a été récupéré par Avenir. Il y en a qui vont avoir des vélos cargo, il y en a qui en font des petits trucs. Mais l'idée c'est ça en fait, c'est d'avoir plein de choses. On a des médiateurs de rue, des animateurs.

Après, il y a le « hors les murs » et il y a le « aller vers », c'est deux dynamiques différentes. Quand je dis on ouvre les structures, on est dehors, on est plutôt sur du « hors les murs », « aller vers », on est dans une démarche d'aller chercher, d'aller là où les habitants passent. Par exemple là on met en place les BlablaBlosne, donc ça sont des café-hall en bas des tours. Plus ou moins régulièrement selon les secteurs, mais l'idée c'est d'avoir une présence de pros, pour proposer café, thé, gâteau, des petits jeux pour proposer quelque chose aux enfants et permettre aux parents d'être disponibles pour échanger. Et donc là, on est vraiment juste sur de la convivialité en bas de tour. C'est ce qu'on appelle vraiment de l' « aller vers », on va chercher où ils sont.

Ce qui est intéressant, c'est que c'est un travail qui est mené avec plein de partenaires. Il y a vraiment beaucoup de monde. [...] Et en fonction des lieux, c'est des fonctionnements différents. On a pu tester des cafés-hall thématiques. En même temps qu'un café-hall, tu vas faire un ramassage de déchets, tu vas faire un truc autour de jouets en bois. Mais en tout cas, l'idée, c'est juste un prétexte de venir payer un coup, discuter avec les habitants, relever leurs besoins, montrer qu'on est là, et puis aussi créer du lien avec ceux qui vont être isolés. C'est un lieu de passage, et le fait qu'il y ait du gâteau, des trucs, les gamins s'arrêtent, donc les parents vont attendre

[MVH] Et est-ce que les habitants sont réceptifs dans le quartier face à ces démarches ?

[PL] Ouais, je pense, après c'est comme partout quoi. Moi j'ai fait quelques cafés, et à chaque fois, je trouve qu'il y a vachement de monde et ils sont contents d'être là. Ils font plutôt des bons retours. Après, c'est les habitants qui font la démarche de venir, qui s'arrêtent.

C'est toujours un peu les mêmes. Mais l'été, on a quand même avec les enfants qui pratiquent tout ce qui est proposé sur l'espace public, on touche aussi des nouveaux parents.

Donc ça, c'est encourager le réflexe espace public. Après, on a deux enjeux qui vont toucher la jeunesse dans deux domaines différents. On a renommé : « être jeune et ambitieux » et « faire de la continuité des parcours des jeunes une réalité ». Donc là, on va être sur toute la dynamique jeunesse, l'idée c'est d'avoir le quartier qui vive pour les jeunes, de faire vivre les différences, d'articuler les loisirs proposés, d'avoir un peu de tout, que les jeunes puissent s'emparer des loisirs en être acteurs, proposer des temps forts. Il y a tout un côté sur les loisirs, et un côté plus sur la mobilité, le séjour, l'accompagnement du projet.

L'engagement des jeunes, c'est un gros sujet sur le quartier. C'est assez historique et franchement j'ai un peu halluciné quand je suis retrouvée ici il y a 1 an et demi. L'idée c'est que sur chaque événement monté, à destination des familles par exemple, les jeunes puissent être présents et engagés via des chantiers, via du bénévolat, ils sont présents et associés à l'organisation du temps fort. Et c'est assez chouette. Du coup, ça les valorise vachement dans le quartier et comme ça se fait depuis longtemps maintenant, ils sont même pour certains dans des actions de solidarité enfin ils sont porteurs.

[MVH] Oui, j'avais rencontré quelques jeunes au pôle 16-25 et il y en avait qui faisait des maraudes !

[PL] T'avais peut-être croisé l'association Ye-Lin-Han, ils font des maraudes sur l'espace public. Ils font aussi des espaces dons genre fringues et tout. [...] C'est assez rare, c'est plus compliqué à toucher les jeunes. Ils sont hyper nombreux, c'est impressionnant.

J'ai fait une réunion avec eux il y a quelques mois, avec les élus ils sont arrivés à 20 jeunes. C'est magnifique quand même. 20 jeunes avec pas mal de filles aussi. Et l'année dernière ils ont fait... 63 actions solidaires et sportives! [...] C'est vraiment hyper chouette.

Après il y a toute la dynamique, comme tu disais, engagement. Donc là c'est: «je suis jeune, qu'est-ce que j'ai envie de faire en projet de loisir», comment nous on peut les accompagner pour gagner des sous, pour autofinancer leur projet de loisir. Donc on essaye de mettre en place plusieurs types de chantiers. [...]

Un chantier c'est: je m'investis quelque part, je gagne un peu de sous, etc. Ça c'est le truc qui existe assez traditionnellement, nous, on voulait aller un peu plus loin. On a expérimenté, avec tous les acteurs qui œuvrent auprès des 16-25 ans, les chantiers apprenants. Ce n'est pas forcément rattaché à un projet de loisir. L'idée c'est de mettre en dynamique des jeunes autour d'une pratique, d'un métier. C'est-à-dire qu'ils vont découvrir un métier et à la fois, ils vont faire quelque chose pour le quartier. Là, on avait besoin pour le Pôle 16-25 de lui trouver un nom, une identité graphique. On est sur les métiers de la com. Donc on mobilise un professionnel et on a créé un *workshop* pour inviter des jeunes du quartier à venir, puis ils découvrent en même temps le métier. Et donc là ils ont créé un logo, ça y est, ils ont trouvé un nom, ils ont créé un logo. [...] Là à la clé, il n'y avait rien à gagner à part de l'expérience, de la découverte, et puis de la rencontre avec d'autres jeunes. Il peut aussi y avoir d'autres types de chantier apprenant où tu peux aussi gagner un peu de sous. L'idée c'est qu'on comprenne vraiment le métier, qu'il y ait un engagement.

[MVH] Oui, qu'il y ait vraiment un apport professionnalisant.

[PL] Oui exactement, une découverte métier et tout. Et on a un gros travail sur la lutte contre le décrochage donc il faut aussi qu'on imagine des choses là-dessus, parce que nos gros enjeux c'est qu'entre le collège et le lycée, il n'y ait pas trop de perte pour maintenir les jeunes en formation, en scolarité avant 18 ans. Et puis après pour l'insertion pro.

Et après, le dernier enjeu, on l'a sur tous les quartiers. C'est tout ce qui va être lié à la transition écologique, au réemploi, aux sensibilisations liées aux jardins, potagers. Enfin voilà, il n'y a rien de très novateur. Mais nous, ça arrive en tout cas maintenant. C'est-à-dire qu'on peut trouver des fonds, contrats de ville, pour financer ce type d'action.

Après, pour mettre en place tout ça, on est sur des groupes de travail [...] On en a un sur l'ouverture culturelle, des pratiques artistiques des enfants et des jeunes, sur deux temps: c'est un groupe de travail plutôt plénière, plutôt annuel, que j'ai lancé l'année dernière où on a essayé de trouver des contacts de tous les artistes et compagnies du quartier. Et on a invité toutes les structures qui développent des projets artistiques, qui se servent de l'art comme levier, ou qui mettent en place de la programmation, pour créer une rencontre entre tous ces gens-là. Le but c'était de voir comment les associations peuvent mobiliser des compagnies de proximité, comment les acteurs d'ici peuvent aussi, à force de proposition, avoir des envies, mais ne pas savoir comment faire pour entrer en contact et les mettre en place. Moi, j'ai été super sollicité là-dessus, donc je me suis dit, il faut qu'on crée une rencontre. Et c'était super chouette. On a eu 40, 50 personnes. On va le présenter bientôt, on a construit une cartographie de tous les acteurs culturels du quartier, avec à chaque fois dedans, quand on clique, on voit où ils sont situés, ce qu'ils font, ce qu'ils proposent. [...]

Annexe [5]

**Entretien avec
Rémi
Lefevre**

Rémi est animateur jeunesse à l'association Le Crabe Rouge. Cet entretien avait pour objectif de connaître les objectifs et les actions de l'association située au Blosne, ainsi que leur rapport à la question des discriminations.

[MATHIS VAN HECKE] Aujourd'hui, je venais surtout pour comprendre quelles sont les actions du Crabe Rouge, comment vous agissez etc. Je sais que vous accompagnez des jeunes en difficulté. Mais est-ce que la lutte contre la discrimination est un de vos objectifs principaux ?

[RÉMI LEFEVRE] Bien sûr, bien évidemment. [...] Après, c'est quelque chose qu'on travaille de manière plus consécutive dans notre projet pédagogique : ce que nous les acteurs du terrain, mettons en place pour faire en sorte de lutter contre toutes ces formes là, sensibiliser les jeunes, les prévenir et tout. On essaye de le travailler sous différentes formes sous différents aspects.

Comme nous, on est vraiment axé autour de la jeunesse, c'est vrai qu'on va travailler ça principalement avec eux. Bien sûr, on a écho de choses qui se passent dans le quartier, même dans les sphères familiales. C'est quelque chose qui est aussi travaillé dans le milieu scolaire, de plus en plus. Et nous, on est là aussi pour les aiguiller sur cette partie-là : de poser un cadre juridique, de leur permettre de ressortir avec de l'outillage et de se dire « est-ce que je suis victime ou pas victime ? ».

Bien dissocier aussi, parce qu'il y a des formes de discrimination qui sont établies mais qui ne sont pas évidentes pour les jeunes, à déceler et à savoir si ça fait partie d'une discrimination ou alors est-ce que ce n'est juste pas un problème de comportement aussi. On essaie de bien jauger aussi, de bien en discuter avec les jeunes. Des fois, quand c'est pas forcément évident pour les parents, c'est pas forcément évident pour eux de comprendre ça.

[MVH] Les discriminations qui touchent les jeunes avec lesquels tu travailles c'est plus au niveau de la police, c'est du racisme ?

[RL] Alors racisme oui effectivement. Donc, sans parler d'un domaine professionnel précis, effectivement, il y a des préjugés, des stéréotypes qui sont alimentés. On est dans un quartier populaire où il y a beaucoup de choses qui se passent, ce qui crée au final une ambivalence et c'est juste qu'on stigmatise les jeunes de quartier. Pour beaucoup, on a l'impression qu'on les stigmatise, on va les discriminer, on va rentrer dans du racisme parce que c'est des jeunes qui sont issus de quartiers populaires alors qu'en réalité, certains veulent qu'on fasse bien le distinct entre l'aspect dealer, etc. Et certains jeunes qui viennent ici vont clairement dire, « nous on n'a rien à voir là-dedans et on veut pas qu'on nous ramène à cette image justement de jeunes délinquants, voyous, on vient au Crabe Rouge justement nous pour essayer de sortir de cette image là. ». [...] On voit bien que médiatiquement ce qui se passe actuellement, c'est clairement pas évident et qu'au final, ça fait que alimenter ce schéma là aussi pour eux, et des fois, ça crée une forme d'injustice sociale. [...] Je trouve que pour eux les discriminations viennent de non pas de la police, mais plutôt dans le milieu éducatif ou ils ont l'impression que les profs sont racistes. [...]

Sur la partie police, je trouve que ça va. Il y a une forme de recul par rapport à ça. « Ok on fait gaffe quand même parce c'est des gens qui viennent dans le quartier », il y a une méfiance clairement. Mais ils ne vont pas aller plus loin, ils ne vont pas aller dans la confrontation ou dire quoi que ce soit, en émettant le fait que ce soit des gens racistes. C'est juste que ils sont méfiants. Je fais pas constat d'actes racistes ou de violences qui sont comme on peut le constater médiatiquement.

Je trouve qu'ici ça va mais effectivement il y a une grosse présence et du coup ça fait augmenter aussi cette pression et cette forme d'injustice aussi, pour les jeunes de se dire « pourquoi nous ? » alors que dans les quartiers centre pourquoi il n'y a jamais de policiers etc.

[MVH] Et du coup vos actions c'est plus des sorties, des accompagnements pour des démarchés ?

[RL] Alors ça va dépendre, par exemple, nous on a été confronté à une forme de discrimination récemment, d'une jeune qui a vécu justement un acte discriminant en fait très clairement sur un départ en séjour par un organisme de vacances pendant l'été parce qu'elle porte le voile. Et elle a été expatriée du séjour parce que ça ne correspondait pas aux attentes de la structure. Ils ont emmené la jeune, ils devaient prendre le train, ils devaient prendre le train, ils l'ont embarqué et c'est seulement deux jours après qu'ils ont dit « ah bah non au final ça va pas le faire ». Ils ont dit à la jeune sous prétexte qu'elle porte le voile, et elle n'a pas voulu se défaire de ses croyances et de ses pratiques parce qu'elle les défend, et elle s'est retrouvée à devoir partir du séjour. Je te laisse imaginer l'acte en lui-même et l'humiliation que la jeune a pu ressentir et tout le questionnement qu'il y a pu avoir derrière. Et nous on en parle, il y a des actions qui sont mises en place : saisir la ville, en parler, que ça soit médiatisé aussi, de faire savoir qu'en réalité, non, ce n'est pas normal ce qui t'est arrivé et qu'il faut faire quelque chose justement contre. Donc effectivement, il y a un accompagnement qui est fait auprès de cette jeune-là. Pour lui expliquer aussi : la loi française dit que tu as des droits et il faut aussi que toi tu en aies connaissance pour ne pas qu'il y ait un rapport de force et un jeu de pouvoir qui se mette en place par des instances qui sont totalement méconnaissantes par rapport à la laïcité.

Là, c'est un cas concret. Mais avec les jeunes, des plus jeunes, on va aussi mettre en place des temps d'échange, de débats, de prévention et de sensibilisation. L'idée c'est d'y aller progressivement il y a déjà des choses qui sont mises en place à partir du collège mais en réalité des fois il y a des choses où il y a de la méconnaissance, où ils ont l'impression en fait de ne pas ressortir avec beaucoup de billes et du coup nous l'idée, c'est de pouvoir derrière s'outiller, se saisir d'informations, d'avoir des ressources sur lesquelles on peut s'appuyer. Du coup, on va faire des visites artistiques ou des sorties, visites, balades qui ont un lien avec les discriminations, etc. Des fois il y a des temps, des tournois, des événements qui sont organisés sur le quartier pour lutter contre les discriminations et l'idée c'est juste de pouvoir aller dessus et de montrer qu'il y a aussi un mouvement.

Bien sûr c'est des jeunes donc du coup saisir aussi le notion d'engagement, de comment on peut s'impliquer, militer, ça naît au fur et à mesure. Mais l'idée c'est de leur permettre justement de saisir, de s'outiller, de se dire après « ok, je connais mes droits, je sais ce qu'est une discrimination, est-ce que j'en suis victime ou pas du tout et du coup comment je fais pour me placer par rapport à ça ? »

[...]

[MVH] Justement j'ai eu écho des actions de la ville contre la discrimination et est-ce que tu penses que la ville en fait assez ? Pas forcément qu'au niveau du quartier du Blosne, mais dans cette question des quartiers populaires ou de la lutte contre les discriminations. Est-ce que vous êtes aussi accompagné par la ville, aidés ?

[RL] On a des temps de formation, il y a des choses qui sont mises en place, plus sur l'accompagnement des acteurs, sur la formation liée aux discriminations, etc. Il y a des états généraux, il y a eu l'observatoire des discriminations l'année dernière, il y a quand même des choses qui sont mises en place si tu veux.

Moi à proprement parler, je n'ai pas l'impression qu'on soit si accompagné que ça et que ce soit nous qui soyons à même de pouvoir se former à travers d'autres associations ressources qui sont sur le territoire rennais et qui sont spécialisées notamment, comme je le disais, sur tout ce qui est lié au rapport de dominance et discrimination et inégalité.

Il y a des choses, je pense que ça se travaille, ça se fait, ça se met en place, mais voilà, je pense que nous, on le travaille par nous-mêmes en tant que professionnels. Peut-être que c'est nous qui ne sommes pas au courant de choses qui sont mises en place, qu'on peut saisir auprès de la ville.

Mais voilà, c'est plus un travail personnel. On est quand même militant aussi quelque part, on a tous des choses sur lesquelles on milite et cette question là ça nous porte, je pense et ça nous appelle. On travaille justement avec des jeunes qui sont racisés et on sait que tout l'enjeu, c'est de pouvoir les aider, les aiguiller, leur permettre de pouvoir saisir tout ce qu'il faut pour pouvoir être le mieux accompagné possible. Donc, ouais, je pense... te dire oui du coup pour finalement oui et non !

[MVH] Vous avez quand même cette indépendance finalement, même s'il y a le « oui » et le « non » vous arrivez quand même à vous en sortir sans l'aide forcément de la ville.

[RL] Oui c'est ça voilà nous on peut très clairement le faire. [...]

Tu vois, il y a beaucoup de choses qui sont mises en œuvre pour essayer de travailler tous ces enjeux et ces thématiques-là, mais en réalité, les associations, au final, sont des fois livrés à elles-mêmes : ça dépend de leur combat et de ce qu'elles veulent mettre en place. Nous on travaille auprès des jeunes de quartiers populaires. On est confronté à cette problématique là. [...]

[MVH] Mais j'ai l'impression que le problème de ceux qui bossent à la ville, c'est qu'ils sont extérieurs à tout ça, et qu'ils regardent plutôt ça avec des jumelles. Et en n'étant pas directement acteurs dans le quartier, on a un regard différent, je pense.

[RL] Ah bah c'est comme je te dis, parce que c'est vrai que je peux pas non plus... c'est des personnes qui nous subventionnent, du coup sans eux très clairement on pourrait pas faire fonctionner l'association. Mais sans être trop critiquant c'est vrai qu'effectivement il manque peut-être quelque chose, un pied, quelque chose qui permettrait de pouvoir nous accompagner plus dans cette démarche-là. Je pense que c'est travaillé, mais voilà, sur cette partie accompagnement auprès des jeunes de quartier populaire, sur cette partie discrimination, il manque quand même quelque chose.

[MVH] Et, pour plus revenir sur mon apport possible à votre action, est-ce qu'il y a des obstacles auxquels je pourrais apporter une aide, en tant que graphiste, ou même pour mener des actions ?

[RL] C'est à réfléchir, je pense, honnêtement, il y a peut-être quelque chose à travailler. Il y a la démarche, le fait de travailler avec des jeunes, il faut avoir le juste milieu : savoir comment bien les intéresser sans que ça ne soit ennuyeux et qu'ils y trouvent de l'intérêt, que ça capte leur attention.

Et je sais que, l'année dernière, on a travaillé avec une étudiante qui est venue sur cette partie de lutte contre le racisme, qui est adhérente à une association étudiante de lutte contre le racisme, discrimination, etc. qui était à Rennes et qui venait en tant que bénévole. Et elle nous a proposé de venir faire un temps de recueil de parole auprès des jeunes sur le racisme. On s'est rendu compte que les jeunes se retrouvaient un peu plus ouverts à l'idée de pouvoir parler avec quelqu'un de neutre. Donc on s'est dit, qu'il y a quand même quelque chose à retirer de ce truc là, et qu'on pourrait essayer de cette année de remettre en place des échanges, des temps de débats avec justement potentiellement des étudiants.

Et peut-être que c'est une approche différente qui va éveiller des consciences chez certains jeunes. Ou justement ils vont se dire « ok je m'y retrouve peut-être un peu plus » plutôt que le discours qui est un peu redondant des anim' qui sont là tout le temps et qui nous disent toujours la même chose et qui connaissent le truc.

Je me disais que l'interactivité ça marche bien aussi avec les jeunes. Le fait de se mettre à travers un exercice numérique par exemple, ça apporte quelque chose de différent aussi pour eux, et le fait de se mettre dessus, ils trouvent ça interactif et du coup pour capter l'attention, pour que le discours soit intéressant, des fois c'est ce qui marche. Mais je trouve que c'est ce qui marche.

Sur le côté graphisme, effectivement, il peut y avoir aussi un temps, dédié à construire justement une affiche ou quelque chose, une exposition, qui peut être affichée au Crabe Rouge ou potentiellement affichée ailleurs. Que les jeunes puissent ensuite la valoriser, dire « on a fait ça », etc. [...]

Annexe [6]

Entretien avec Benjamin Roux

Rencontre avec Benjamin Roux, co-éditeur aux Éditions du commun, chercheur et habitant du Blossne, afin de comprendre son rapport de chercheur au quartier mais également pour discuter de son travail de thèse en cours sur la question des récits, traces et archives à l'échelle du quartier du Blossne. Cet échange a pris la forme d'une discussion informelle dans un square à Italie.

[MATHIS VAN HECKE] Je me demandais tout d'abord comment tu te définis ? En tant que chercheur ? comme un sociologue ?

[BENJAMIN ROUX] Là ce que j'essaye de revendiquer dans le cadre de ma thèse c'est d'être chercheur-éditeur et même habitant. C'est vraiment au cœur de mon sujet que de revendiquer d'habiter le même territoire que les personnes avec qui je vais faire ma thèse. Autrement, chercheur, éditeur, si je dois donner des étiquettes.

[MVH] D'accord. Et du coup, elle vient d'où cette envie de faire une thèse ? Que ça soit le fait de faire une thèse ou le fait de travailler ce thème-là sur les récits d'habitants, il me semble. Enfin, tu le diras mieux que moi, je pense !

[BR] En fait, même si je n'ai jamais été à l'université, j'ai toujours été en processus de recherche. Avec [Pascal Nicolas-le Strat] on se connaît depuis 2011-2012 et à cette époque là je reprenais une formation de recherche-action mais hors cadre universitaire. Et j'ai été le chercher parce que son travail résonne avec le mien, pour qu'il soit mon directeur de mémoire. Donc c'est un mémoire qui est plutôt sur trois ans dans un milieu d'éducation populaire. [...]
Je me suis installé ici [à Italie] et les éditions au square de Galicie donc plutôt à côté de chez toi, en 2019, et dès le départ je choisis de m'installer au Blossne dans cette perspective là.

On avait la volonté de s'inscrire sur un quartier qui soit notre quartier de vie et qu'on ne traverse pas quoi, dans lequel on vit, on a nos liens sociaux, nos engagements, nos achats, nos courses, enfin tout. L'école elle est là, les enfants, etc. J'avais l'idée de m'installer sur le long terme, dans un territoire sur lequel je vais pouvoir déployer. Donc c'est la suite logique que la recherche se formalise, et après la thèse, c'est parce que c'est quand même plus confortable d'avoir un cadre structurant, c'est pas la nécessité de faire un parcours universitaire qui me motive.

Et le cœur de mon sujet: le quartier du Blosne. Revendiquer le triple statut habitant, chercheur, éditeur. Et ça, il y a quand même pour les sciences sociales un caractère un peu inédit, de ne pas arriver six mois sur un terrain de recherche et de repartir: ça fait plus de cinq ans, et j'ai pas prévu de partir du quartier après. Donc aussi, ça m'engage. Je peux pas dire et faire de la merde, parce que c'est l'endroit où je vais continuer de côtoyer les gens qui vont être forcément impactés par ce que je vais dire et faire.

Donc ça c'est la base, et le sujet, depuis le début, mon travail est autour de la question des récits à l'échelle collective et individuelle et du *storytelling* notamment: c'est de voir comment se porte la question du soin que les gens s'accordent et accordent à leur territoire de vie et à leurs voisins, voisines. Dans deux gestes qui sont: le geste de se raconter des histoires, donc se raconter de soi à soi et raconter aux autres, et comment ça constitue une histoire commune.

Là où par exemple, dans des contextes plus classiques de territoire de vie, ces histoires pourraient être juste de « créer une désirabilité vers son quartier ». Peut-être que dans des quartiers populaires, avant même d'atteindre une sorte de désirabilité, c'est plutôt un stade de soutenabilité.

Comment j'arrive à me raconter une histoire qui fait que j'arrive à peu près à vivre sereinement dans un quartier où il y a beaucoup de choses qui sont violentes. Le deal c'est une version extrêmement expressive de la violence mais il y a des violences symboliques, il y a des violences structurelles, il y a des violences d'État, il y a plein de violences.

Et donc comment en fait les gens se racontent des histoires juste pour arriver à tenir dans un endroit qu'ils n'ont pas forcément choisi. Avec les bailleurs sociaux tu ne choisis pas l'endroit où tu vis. Contrairement à moi j'ai fait le choix d'y vivre. [...] Et que quand tu es pris dans des questions de logement social, par exemple, tu te dis « je veux partir », tu rentres dans un circuit où peut-être dans deux ans, on t'attribuera quelque part. Et en plus, tu n'auras peut-être pas le choix. Et t'as juste à espérer qu'il soit à peu près meilleur dans ce que tu désires que celui où tu es.

C'est toujours important de hiérarchiser. On vit le même quartier, on vit plein de choses en commun, mais on a tous après des échelles de réalité.

Et l'autre geste vis-à-vis des histoires à se raconter, c'est la question de la maintenance. Par exemple, ici nos chauffages ils sont collectifs. La maintenance c'est les techniciens qui viennent entretenir les tuyaux. Mais en fait, cette maintenance, j'essaye de voir comment, en la décalant un peu, tous les jours, tous les habitants ont des micro-gestes de maintenance. Quand je vois telle voisine ramasser des déchets dans le square, les mettre à la poubelle. Quand je vois tel voisin filer un coup de main avec les courses à son voisin pour monter les escaliers. Tu vois, il y en a des multitudes.

[MVH] C'est des gestes qui touchent davantage que leur propre personne en gros ?

[BR] Et bien, regardé indépendamment, c'est juste quelqu'un qui porte attention à quelque chose ou quelqu'un autre. Mais si tu les mets bout à bout, ça crée quand même une forme de qualité, je ne sais pas comment la nommer, c'est des moments qui font que tu crées un attachement. Je vis là et pas ailleurs parce que je suis avec ma petite voisine, des fois elle m'offre des crêpes, des fois elle garde mes enfants quand je dois partir deux minutes. C'est toutes ces formes là qui font que c'est moins désagréable ou un peu plus agréable de vivre à ce endroit là et pas un autre. Parce que c'est des liens que tu construis sur le tournant.

Et ces formes de maintenance, j'essaye de voir comment elles ont quand même un caractère oppositionnel avec ce qu'on pourrait plutôt relever de la réparabilité, c'est-à-dire les politiques urbaines, de rénovation urbaine, qui disent « il y a un problème, il n'y a pas assez de logements, des logements trop vétustes ». La réponse est « démolir, reconstruire ou réhabiliter ».

Et on considère qu'avant le problème, il y avait une situation, une fois qu'on aura réparé le problème, la situation sera revenue comme avant. Sauf que c'est jamais comme avant. Et qu'il y a tout ce temps-là où tu marches dans la boue entre deux bâtiments en construction, tu sais, tu le vis, etc. Et comment ces gestes-là sont très descendants, temporaires, et qu'en vis-à-vis il y a toutes ces maintenances qui font aussi que le cadre de vie dans lequel on est, il tient non pas que des politiques urbaines, mais il tient aussi par tous ces habitants qui font le soin de l'espace public devant, de leur logement, de leurs voisins, etc.

Et de travailler comment ces gestes de maintenance et ces gestes de récits, ensembles, construisent quelque chose qu'il faudrait travailler à visibiliser. Pour montrer notamment aux politiques publiques, « votre démocratie participative ne tient pas compte pleinement de ça. » Parce que déjà, il n'y a pas que des gens malveillants derrière leur bureau qui sont en train de se dire « on va mal faire la démocratie participative », mais qui ne se rendent pas compte ou qui ne veulent pas se rendre compte que si on n'y met pas les moyens, on n'aura jamais une vraie position démocratique de la part des habitants.

Et puis regardez comment leurs dispositifs sont des micro-agressions. C'est le discours qu'on avait jeudi soir de Marjo' qui remontait, telle voisine qui disait que sa maman, qui commence à être âgée, est par la vieillesse et par les changements du quartier, elle est désorientée. Ça, c'est de la micro-violence de la rénovation urbaine.

Il y a des arbres qui sont arrachés ici, par exemple, parce que c'est mon square. On ne sait pas pourquoi. Il n'y a même pas un petit panneau qui t'explique. Tu vois, des trucs comme ça. Et ça, c'est anecdotique. Mais sauf que des choses comme ça, il y en a des centaines, à des degrés plus ou moins impactants. Et quand tu vis plein de micro agressions qui te font comprendre que tu n'es pas vraiment chez toi ou qu'en fait tu maîtrises pas l'endroit où tu vis, qu'est ce que ça raconte? Qu'est-ce que ça visibilise comme violence?

[MVH] Ça me fait penser au collectif Banat-Serbie. Elles disaient que les politiques publiques ne prennent pas en compte tous les habitants. Par exemple, elles en tant que femmes, à Italie elle ne sont pas à l'aise parce qu'il n'y a que des hommes, etc. Du coup, elle n'aiment pas y aller.

Et c'est vrai que là, en passant aujourd'hui, je m'en suis rendu compte. Elles disaient qu'elles aimeraient bien avoir des espaces justement que les femmes pourraient prendre, pourraient occuper. C'est un manque. Pareil, il n'y a plus de boulangerie au Blosne.

[BR] Effectivement les besoins des habitants sont pas que d'avoir un endroit où ils logent et dorment. Ils passent aussi par des espaces de sociabilité qui sont l'espace public et privés. Je sais qu'avec le collectif on avait travaillé sur la question des espaces de non-mixité aussi, dans les activités sportives. [...]

C'est pas parce qu'on s'intéresse à la question des quartiers populaires qu'il y aurait une vision idéalisée où tous les habitants seraient les mêmes et auraient les mêmes désirs. Qu'ils ne seraient même pas eux dans une forme de conflictualité. Il y a énormément de conflictualités à l'échelle d'un quartier comme celui-ci. Et le vrai geste de cette fausse démocratie participative, c'est de l'entendre. Si tu mets pas énormément de moyens dans la manière dont tu concertes les habitants, tu auras toujours les mêmes profils d'habitants qui te donneront toujours les mêmes raisons, les mêmes discours. Et c'est compliqué, c'est énormément de temps, énormément d'argent, l'un ou l'autre ou les deux. Il faut arriver avec d'autres modes d'opérateur.

Donc moi, une des manières de faire de ma thèse c'est de mettre en place une permanence de recherche. L'idée c'est de tenir pendant quatre ans, une après-midi par mois dans le hall du Polyblosne, — peut-être après d'en sortir —, où je suis là, en train de faire recherche, je suis sollicitable, questionnable, interpellable, et moi en retour je montre des choses, je discute avec les gens, je pose des questions, on nourrit la recherche autrement avec l'enjeu entre chaque permanence de produire un fanzine qui restitue un peu la fois d'avant.

Et sans présager de plus: un lieu fixe, un rendez-vous régulier, le temps long et de voir où ça nous mène. Et de présager justement que ces dispositifs là, — rien qu'avec ce que je pose là et pas beaucoup de moyens —, je peux déjà proposer quelque chose qui en terme de prise en compte et de connaissance des réalités et de la complexité des habitant-es du quartier, soit autre chose que la maison du projet, place des Zagheb.

[MVH] Tu as déjà commencé cette permanence ?

[BR] J'ai commencé en octobre, donc là j'en ai déjà fait deux et j'en ai fait une troisième dans 15 jours. Jeudi 11. En fait ce que je raconte là, c'est que c'est hyper long d'instaurer un dispositif, d'avoir la confiance des habitants et habitantes. En plus moi pourtant je démarre pas de rien. Ça fait 5 ans que la plupart que je croise au Polyblosne on se connaît. Là les deux premiers et puis je pense le prochain, c'est hyper tâtonnant. Je n'ai pas à la fin un compte rendu exhaustif avec 10 points qui ont émergé. Pour l'instant, si on regarde de l'extérieur, il peut sembler qu'il ne se passe rien sauf que ça y est, il y a un truc qui s'installe. Déjà ma présence s'installe, elle commence à devenir un petit peu comme les murs et le mobilier tu vois, c'est l'objectif. Et puis moi il faut que j'arrive à installer quelque chose qui puisse après se documenter, monter en puissance, être contesté, discuté.

[MVH] Et tu en as déjà fait des fanzines ?

[BR] Là l'objectif c'est d'en faire un des 3 premiers temps. Après à terme j'aimerais bien arriver à trouver assez de rythme et de matière et de temps dispo. Là on s'est dit avec la Maison des squares, je fais un premier travail, un premier rendu, et on voit. [...]

[MVH] J'avais lu le bouquin *Faire recherche en commun* de Pascal Nicolas-Le Strat. Il parle pas mal de sa place en tant que blanc, qui vient d'un milieu moyen ou aisé. Et ça questionne aussi la légitimité que l'on a nous justement en tant que blancs qui viennent pas du tout de quartier à travailler sur les quartiers. Et c'est aussi une question qu'on m'a pas mal posé, le jury, les profs etc. Comment toi tu perçois ça dans ta pratique ?

[BR] Que c'est central. J'essaye de travailler, moi, sur une forme de légitimité, justement, en se disant, c'est mettre à plat le fait que je ne pourrais jamais dire que je suis un habitant du Blosne comme un autre, tu vois. Comme si, d'ailleurs, il y avait une seule typologie d'habitant du Blosne.

Moi je le contourne en revendiquant justement le fait d'habiter, de vivre pleinement, c'est-à-dire que je ne peux pas me mettre à la place des autres personnes, mais les questions qui sont évoquées et qui sont au cœur de mon sujet de thèse, je les côtoie. Je suis dedans, je suis aussi à des moments concernés, touché, à ma manière, etc. Avec, je te disais, pour moi, un des curseurs qui me semble à ne jamais oublier, c'est que j'ai « choisi », en grande partie, de vivre ici et je peux, si vraiment il faut, partir. Ça veut pas dire que je veux mais voilà. Et ça pour moi c'est un point qui me semble important à ne pas négliger dans le rapport que j'ai avec les autres habitants.

Ça c'est la première chose simplement de ma posture, mais après vis-à-vis des dispositifs que j'essaie de travailler. Il y a cette vigilance là de faire en sorte d'arriver à faire venir jusqu'à mes dispositifs des personnes les plus représentatives, mais c'est compliqué, parce que vite, quand tu dis représentative, tu vas commencer à avoir des...

[MVH] Oui, des stéréotypes ?

[BR] C'est ça, tu cherches à avoir une personne qui coche chaque case, etc. Il faut pas non plus à l'inverse tomber dans ça bêtement, parce que déjà, ce serait forcément artificiel, et biaisé. Et surtout, souvent par expérience, la réalité, c'est que les amorces de projets c'est avec les gens qui sont là, qui ont les moyens, la capacité, le temps etc. Pour moi c'est plutôt une vigilance, un pas de côté, à avoir tout du long, qu'un postulat a priori quoi : si je monte ce projet de permanence, je sais très bien quelle typologie je vais avoir de personnes au démarrage, et moi je vais être vigilant à comment ça s'ouvre et ça se travaille dans le temps, plutôt que chercher à cocher toutes les cases dès le départ ou autre.

Partir de la question habitante, elle est intéressante. Parce que si, ça repose les conditions sociales autrement. Moi ce que je demande dans les questions que je fais avec les habitants, c'est ce que j'ai fait avec toi en intro, c'est « est-ce que tu vis là », « depuis combien de temps » et « quel type de logement ». Logement étudiant, c'est pas la même que logement en coloc, moi je suis propriétaire, il y a des gens en logement social, tu vois il y a différentes histoires et je pense que c'est intéressant de les nommer.

Dans les milieux de gauche, ça reste tabou de se dévoiler combien on gagne et ce que ça implique. On n'a pas les mêmes réalités économiques, les mêmes besoins. On peut gagner le même salaire mais si tu es tout seul ou tu as deux enfants ou t'es parent solo, ce n'est pas la même. Donc à un moment, dévoiler ça les uns envers les autres, ça permet de travailler en complexité.

[MVH] Ouais, tu cernes un peu plus les gens aussi parce que, dans nos enquêtes, il y a toujours le nom, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle etc. Mais le logement, ça dit beaucoup aussi.

[BR] Moi c'est le cœur de mon sujet, c'est le fait d'habiter. Alors, tu vois, moi la question se pose pas de « quel est votre métier ? ». Déjà parce que, d'un point de vue marxiste, je pense qu'il faut arriver à décorréliser le fait de travailler et de gagner un salaire, de dire aux gens, de laisser la possibilité de répondre à cette question-là, de ce qu'ils font dans leur vie, par quelque chose qui est militant, artistique, salarié.

Et clairement, c'est une question aussi qui arrive souvent. Jusque là pour l'instant, je vais essayer de la poser sur « qu'est-ce que vous aimez faire ? ». Et il y a des gens qui arrivent sur leur métier en disant, « moi je suis auxiliaire de vie et j'accompagne les personnes âgées et j'aime ça ». Ou une retraitée qui me dit, « moi ce que j'aime c'est retrouver mes copines pour aller marcher ». Et donc ça permet au moins une question un peu plus large, autrement que de rentrer par le travail

[MVH] C'est un peu plus humain finalement

[BR] Oui, parce que moi ce qui m'intéresse aussi c'est les formes de discours, ça permet que les gens utilisent un peu plus leurs mots plutôt les mots que moi je vais leur donner. Si tu dis « travail » ils vont te répondre avec les mots du travail.

[MVH] C'est plus intéressant d'avoir des réponses ouvertes que des cases à cocher.

[BR] Oui, c'est la partie des entretiens socio-logiques, rester sur du semi-directif, laisser causer les gens. Laisser les silences, qui ne sont pas aussi les mêmes manières pour les gens de se formuler intérieurement avant de le dire.

[MVH] J'aborde beaucoup dans mon mémoire la question du capital culturel des habitants avec cette idée de le valoriser et de pouvoir le relégitimer par rapport à une sorte de hiérarchie culturelle qui peut exister avec tout un mépris de classe etc. Est-ce que tu aurais des conseils sur la manière à travailler ce côté des habitants sans être trop intimiste avec eux et sans les instrumentaliser aussi ?

[BR] C'est une sacrée question ! En plus, moi je t'ai présenté la manière plutôt d'aborder les habitants et habitantes sur le fait d'habiter et sur ce qu'ils aiment. C'est pas le cœur, mais forcément en traitant ces deux sujets-là, cette question-là culturelle, elle vient. Déjà, je n'utilise pas ce terme « capital culturel », je vois vite la capacité de ce terme-là, d'être compliqué à attraper.

Donc, j'aurais plutôt envie de désamorcer cette notion-là en l'attrapant de biais, tu vois. Je le savais pas avant de le formuler comme ça, mais en disant « qu'est-ce que vous aimez ? ». La question, elle déstabilise tout le temps. Tu vois, les gens disent, « mais qu'est-ce que j'aime dans la vie en général ? », « Qu'est-ce que j'aime ? » En fait, ça reste juste un point de départ et finalement c'est juste un léger détour de démarrage pour finalement arriver sur ces questions là. Ce que j'essaye c'est d'avoir les questions que je vais poser au moment de l'entretien, qui vont s'affiner avec ce qui est dit et qui forme un guide d'entretien un peu sur le moment, avec 3-4 questions.

Mais après, j'ai ma grille d'analyse qui vient à posteriori et qui vient chercher autant dans le discours, dans les choix des mots et dans la manière de dire les choses, que dans ce qui est dit.

C'est une question avec laquelle je ne suis pas à l'aise à poser, mais parce que je pense que personne n'est à l'aise à la poser. Il y a peu de gens qui vont t'étaler comme première discussion, dans un premier échange, leur capital culturel. Prendre des dénominateurs communs : tout le monde aime des choses, tout le monde habite quelque part, tout le monde a des liens — même s'ils ne pensent pas les avoir — avec des voisins voisines, ou avec le quartier.

C'est l'autre question que je pose après, c'est « qu'est-ce que vous faites dans le quartier ? ». « Je dors, je travaille, je vais au marché, je vais à la mosquée, je vais à telle asso ». Et puis en creusant, tu déploies. « Mais en fait, c'est tout, vous êtes sûrs ? Mais quand vous passez par là ? », « ah mais c'est vrai que je vais aussi là », tu vois. Les gens s'en rendent compte d'eux-mêmes, que l'idée qu'ils avaient de cette question là est beaucoup plus large. Pour moi c'est le principe de la discussion sur forme d'entretien, que ce cadre-là aide à faire émerger des choses qui seront autant des éclairages pour les personnes interrogées que pour soi.

Et l'autre chose que j'utilise, vis-à-vis de mon travail de thèse, c'est que j'assume ma subjectivité. C'est-à-dire que souvent, quelqu'un qui me dit «j'habite à tel endroit depuis combien de temps», moi je dit «j'habite à tel endroit et depuis combien de temps», tu vois. Je donne un retour dans mon entretien, je garde pas ma distance. Et parce que je sais aussi que si je pose de la question en tant qu'habitant du quartier, je sais que ça ouvre autre chose.

[MVH] Ouais, ça fait un peu prise glace.

[BR] Je pense, ouais. Maintenant, il faut que je sois vigilant, regarder aussi ce que ça empêche potentiellement.

Bibliographie

Sitographie

LIVRES, ARTICLES

ARNAUD Lionel,
Repenser le rôle et la
place de la culture dans
les quartiers populaires : le
projet Expéditions à Rennes,
Tarragone et Varsovie.
In : *L'Observatoire*. 2015,
n°46, pp. 43-45.

BOSSHARD Ariane,
DUPEYRAT Jérôme, HUZ
Olivier et MARTIN Julie,
Revue Faire n°17 – Un acro-
nyme : ACAB. France : Revue
Faire, 2019, 20 p.

BOURDIEU Pierre et
PASSERON Jean-Claude,
La Reproduction. Éléments
pour une théorie du système
d'enseignement. France :
Éditions de Minuit, 1970,
284p.

BOURDIEU Pierre, Les trois
états du capital culturel.
In : *Actes de la Recherche*
en Sciences Sociales. 1979,
n°30, pp. 3-6

DUHEM Ludovic, Le sens
du social par le design.
In : DUHEM Ludovic, RABIN
Rabin, *Design écosocial :*
convivialités, pratiques
situées & nouveaux communs.
Paris : It : éditions, 2018,
pp. 147-175

FILHON Alexandra,
Transmission familiale
des langues en France :
évolutions historiques
et concurrences. In : *Annales*
de démographie historique.
2010, n°119, pp. 205-222

HARCHI Kaoutar, *Comme*
nous existons. France :
Éditions Actes Sud, 2021,
144p.

JÉSU Louis, De la subversion
sociale et politique dans le
rap français contemporain.
In : *Mouvements*. 2018, n°96,
pp. 43-53

JOBARD Fabien, La racaille
en politique, enquêtes
sur les jeunes « connus
des services de police ».
In : *Vacarme*. 2006, n°35,
pp. 78-81

LANTENOIS Annick,
Le vertige du funambule :
le design graphique, entre
économie et morale. France :
Éditions B42, 2013, 78p.

MACÉ Marielle, *Sidérer,*
considérer. *Migrants*
en France, 2017. France :
Éditions Verdier, 2017,
pp. 22-30

MARTIN Malte, Réinventer
l'agora. In : DUHEM Ludovic,
RABIN Rabin, *Design écoso-*
cial : convivialités, pratiques
situées & nouveaux communs.
Paris : It : éditions, 2018,
pp. 113-126

NAFTI Amel, Il était une
fois, une école d'art dans un
quartier populaire. In : *Les*
Cahiers du Développement
Social Urbain. 2019, n°69,
pp. 32-33

NICOLAS-LE STRAT Pascal, *Faire recherche en commun. Chroniques d'une pratique éprouvée*. Rennes : Éditions du Commun, 2024, 180p.

PIKETTY Thomas, *Mesurer le racisme, vaincre les discriminations*. France : Éditions du Seuil, 2022, 72p.

Plateforme Socialdesign, *En quête de design social, récits et cartographies de projets*. France : Plateforme Socialdesign, 2020, 124 p.

PHILIZOT Vivien, *Qu'est ce qu'une image dans l'espace public ?* Lyon : Éditions deux-cent-cinq, 2022, 78p (Milieux).

RABATÉ Ulysse, *Streetologie*. Rennes : Éditions du Commun, 2024, 232p.

ROCHFELD Judith, *Communs*. In : FASSIN Didier, *La société qui vient*. Paris : Éditions Seuil, 2022, pp. 941-958

ROYER Marine et PELLERIN Denis, *Le design à l'épreuve de l'éthique du care : retour réflexif pour un possible renouvellement des pratiques en design*. In : *Sciences du Design*. 2022, n°16, pp. 120-137.

TALPIN Julien, BALAZARD Hélène, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, KAYA Sümbül, PURENNE Anaik et ROUX Guillaume, *L'épreuve de la discrimination – Enquête dans les quartiers populaires*. Paris : Éditions Presses Universitaires de France, 2021, 420 p.

TISSOT Sylvie, *Entre soi et les autres*. In : *Actes de la recherche en sciences sociales*. 2014, n°204, pp. 4-9

TRUONG Fabien, *Banlieues*. In : FASSIN Didier, *La société qui vient*. Paris : Éditions Seuil, 2022, pp. 421-437

ARTICLES EN LIGNE

Artemile. *Portrait de Samira*. In : [instagram.com](https://www.instagram.com/p/DC4oFT7srrG/?hl=fr&img_index=1) [en ligne]. 27 novembre 2024. Disponible sur : « https://www.instagram.com/p/DC4oFT7srrG/?hl=fr&img_index=1 » (consulté le 28 novembre 2024).

DUBET François. *La répétition et la rage, au cœur des émeutes françaises*. In : [theconversation.com](https://theconversation.com/en-ligne) [en ligne]. 2 juillet 2023. Disponible sur : « <https://theconversation.com/la-repetition-et-la-rage-au-coeur-des-emeutes-francaises-208899> » (consulté le 5 juin 2024).

Genono. *Rap français : gare à l'embourgeoisement*. In : [radiofrance.fr](https://radiofrance.fr/en-ligne) [en ligne]. 5 mars 2024. Disponible sur : « <https://www.radiofrance.fr/mouv/de-contre-culture-a-culture-dominante-et-maintenant-c-est-quoi-la-suite-pour-le-rap-francais-9311243> » (consulté le 27 novembre 2024).

HADJADJ Bachir. *Du colonialisme au communautarisme : la République à l'épreuve*. Après-demain [en ligne]. 2008. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2019-3-page-56> » (consulté le 18 août 2024).

MELLA Manon. « 18 ans après, on pense encore que la seule solution c'est de casser », dénonce Mohamed qui a participé aux émeutes de 2005. In : [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) [en ligne]. 06 juillet 2023. Disponible sur : « https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/adolescent-tue-par-un-policier-a-nanterre/temoignage-18-ans-apres-on-pense-encore-que-la-seule-solution-c-est-de-casser-denonce-mohamed-qui-a-participe-aux-emeutes-de-2005_5933774.html » (consulté le 17 août 2024).

MHAMDI Yanis. *Mort de Nahel : L'offensive des médias Bolloré pour innocenter les policiers se heurte à la réalité du terrain*. In : [blast-info.fr](https://blast-info.fr/en-ligne) [en ligne]. 19 septembre 2024. Disponible sur : « https://www.blast-info.fr/articles/2024/mort-de-nahel-loffensive-des-medias-bollore-pour-innocenter-les-policiers-se-heurte-a-la-realite-du-terrain-iT0qEpJqQOm3_XHECOQwA » (consulté le 24 novembre 2024).

QUALHACI Akim. *Enfiler les gants de la respectabilité, Accumulation et usages du capital culturel dans les quartiers populaires*. Actes de la recherche en sciences sociales [en ligne]. 2019. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2019-3-page-56.html> » (consulté le 29 mai 2024).

PAIR Stéphane. *Violences urbaines : comment se sont déroulées les émeutes de 2005 ?* In : francetvinfo.fr [en ligne]. 29 juin 2023. Disponible sur : « https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/adolescent-tue-par-un-policier-a-nanterre/violences-urbaines-comment-se-sont-deroules-les-emeutes-de-2005_5919854.html » (consulté le 5 juin 2024).

PIRONET Olivier. *Banlieue : chronologie 1973-2006, par Olivier Pironet.* In : monde-diplomatique.fr [en ligne]. 2006. Disponible sur : « <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/89/PIRONET/14098> » (consulté le 2 décembre 2024).

TALPIN Julien. *Quelle place pour les blancs dans les mouvements antiracistes ? Expériences américaines, réflexions françaises.*

In : contretemps.eu [en ligne]. 4 octobre 2017. Disponible sur : « <https://www.contretemps.eu/place-blancs-mouvements-antiracistes-experiences-americaines-reflexions-francaises/> » (consulté le 23 septembre 2024).

TALPIN Julien. *Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires.*

In : metropolitiques.eu [en ligne]. 22 février 2016. Disponible sur : « <https://metropolitiques.eu/Une-repression-a-bas-bruit-Comment-les-elus-etouffent-les-mobilisations-dans.html> » (consulté le 29 mai 2024).

DOCUMENTAIRES, VIDÉOS

FLEURANCE Guillaume. *Quartiers populaires : au cœur de la question sociale du XXI^e siècle.* [Youtube]. France, 2022, 36 mn.

Disponible sur : « https://www.youtube.com/watch?v=yr-hV_mLD5o »

SIMPSON Gregoire. *Pourquoi Jul a été autant détesté à la base ? (sociologie du mépris de classe)* [Youtube]. France, 2024, 62 mn.

Disponible sur : « <https://www.youtube.com/watch?v=oPhIwyKwA2s> »

FILMS

KASSOVITZ Mathieu. *La Haine* [Amazon Prime]. France : ROSSIGNON Christophe, 1995, 98 mn.

SITOGRAFIE

Agence nationale de contrôle du logement social. Une plus faible satisfaction des locataires des QPV, mais une perception positive de leur situation personnelle.

In: ancols.fr [en ligne].

Publié en juillet 2024.

Disponible sur: « <https://www.ancols.fr/publications/statistiques-etudes/une-plus-faible-satisfaction-des-locataires-des-qpv-mais-une-perception-positive-de-leur-situation-personnelle-1> » (consulté le 2 décembre 2024)

Basta Média. Morts à la suite d'interventions policières - une enquête de Basta Mag. In: basta.media [en ligne]. Publié en 2018.

Disponible sur: « <https://basta.media/webdocs/police/> » (consulté le 28 mars 2024).

Centre national de la musique. Diversité musicale: la diffusion de musique en 2022. In: cnm.fr [en ligne]. Publié en 2023.

Disponible sur: « <https://cnm.fr/communiques/diversite-musicale-la-diffusion-de-musique-en-2022/> » (consulté le 26 novembre 2024).

L'APRAS. Iris des QPV, Le Blosne. Recensement de la population 2018 - INSEE. In: apras.org [en ligne]. Publié en février 2022.

Disponible sur: « https://www.apras.org/wp-content/uploads/2022/03/IRIS_QPV_Le_Blosne_Fiche_INSEE_APRAS_2018.pdf » (consulté le 30 novembre 2024)

Le Monde, Nos Futurs.

Les quartiers populaires, mal aimés des médias? In: Les quartiers populaires, mal aimés des médias? - Podcast [en ligne]. 2024.

Disponible sur: « <https://podcasts.lemonde.fr/nos-futurs-la-parole-la-releve/202404200430-les-quartiers-populaires-mal-aimés-des-médias> » (consulté le 29 mai 2024).

Ministère de la Culture.

L'action du ministère de la Culture dans les quartiers de la politique de la ville (QPV) In: culture.gouv.fr [en ligne]. Publié en 2024.

Disponible sur: « <https://www.culture.gouv.fr/espace-documentation/Rapports/l-action-du-ministere-de-la-culture-dans-les-quartiers-de-la-politique-de-la-ville-qpv> » (consulté le 2 décembre 2024)

Plateforme Socialdesign.

In: Social design [en ligne]. Publié en 2015.

Disponible sur: « <https://plateforme-socialdesign.net/> » (consulté le 29 mars 2024).

Observatoire National de la Politique de la Ville.

Les français portent un regard sombre sur les quartiers « sensibles ». In: onpv.fr [en ligne]. Publié en 2019.

Disponible sur: « https://www.onpv.fr/uploads/media_items/en-detail-onpv-images-des-quartiers-2.original.pdf » (consulté le 24 novembre 2024)

Wikipédia. Émeutes dans les banlieues françaises depuis les années 1970.

In: fr.wikipedia.org [en ligne]. Mis à jour en novembre 2024.

Disponible sur: « https://fr.wikipedia.org/wiki/Émeutes_dans_les_banlieues_françaises_depuis_les_années_1970 » (consulté le 2 décembre 2024)

Document conçu et rédigé par Mathis Van Hecke dans le cadre du DSAA 2 Graphisme au LAAB du Lycée Bréquigny.

Les typographies utilisées sont la Exposure Trial, la TRJN DaVinci ainsi que la Lora. L'impression a été effectuée à l'imprimerie Copyright 35.

Publié à Rennes en janvier 2025.



